



COMITATO D'INIZIATIVA PER LA COOPERAZIONE TRA LE REGIONI DELL'ARCO ALPINO

SECONDO CONVEGNO *LE ALPI* LUGANO PALAZZO DEI CONGRESSI 14-16 MARZO 1985
E L'EUROPA

REPRESENTATIONS SOCIALE ET ORGANISATION DU TERRITOIRE

EN SUISSE (du XVIIIe siècle à 1914)

François WALTER

"L'espace saisi par l'imagination ne peut rester l'espace indifférent livré à la mesure et à la réflexion du géomètre. Il est vécu".

(...)

"La Représentation n'est plus qu'un corps d'expressions pour communiquer aux autres nos propres images".

(G. Bachelard: La poétique de l'espace. Paris 1957, p. 17 et p. 142)

Les Alpes ont la cote auprès de tous ceux, géographes, historiens, aménagistes, économistes, sociologues, qui se préoccupent de politique territoriale. Depuis la première rencontre de 1973, un nombre important de publications a donné la mesure des chantiers ouverts sur le front de la recherche alpine, certains dans le sens que les intervenants d'il y a douze ans appelaient de leurs vœux. Les deux gros volumes de l'Histoire et Civilisations des Alpes (Toulouse et Lausanne 1980), vaste fresque interdisciplinaire et internationale, et le récent congrès 84 de l'Union géographique internationale en témoignent. En Suisse même, les "Perspectives nouvelles" de l'histoire des Alpes ont servi de thème à une journée nationale des historiens en 1979. Un programme de recherche du Fonds national suisse de la recherche vient de donner lieu à la parution d'un livre fondamental, Umbruch im Berggebiet (Bern 1984). Jamais jusqu'alors, le discours administratif n'a autant investi les régions hautes, avec des applications concrètes: je pense au cas helvétique de la LIM (Loi fédérale sur l'aide en matière d'investissements dans les régions de montagne, du 28 juin 1974). Elle se propose d'améliorer les conditions d'existence dans les zones élevées et s'efforce pour la première fois de définir une politique globale de développement économique.

Cette effervescence scientifique et administrative a pour conséquence de mettre à disposition des chercheurs plusieurs études qui dégagent les lignes générales des transformations socio-économiques du monde alpin. Ainsi, la déstructuration du mode de vie traditionnel par le désenclavement et l'irruption de la civilisation urbaine et industrielle au XIXe siècle a été

maintes fois décortiquée. Souvent, ce type d'analyse bâtit sa cohérence sur une double approche: mettre en évidence la singularité de la montagne d'une part, insister sur son unité indépendamment des clivages nationaux d'autre part. En tant qu'historien attentif à faire l'inventaire des différences, en tant que géographe pour qui la démarche idiographique (les singularités) est inséparable de l'approche nomothétique (celle qui fait ressortir les régularités), je pense qu'il vaut la peine de nuancer encore et d'approfondir toujours, en allant au-delà des schémas généraux pour mettre en exergue ce qui différencie les régions alpines.

Oublier que les Alpes sont une réalité distincte seulement en termes géologiques et géomorphologiques a conduit à se leurrer quant à l'efficacité de mesures politiques communes. L'histoire, dans ce cadre, joue son rôle de conservatoire pour la mémoire collective. Elle doit sans cesse rappeler, selon la formule de Fernand Braudel, que les Alpes relèvent "d'une géométrie dans l'espace qui associe les unes aux autres des sociétés, des économies étagées"(1). L'histoire insiste sur les pesanteurs et les permanences, particulièrement vivaces dans les montagnes, et qu'il serait hasardeux de négliger parce que le changement lui est toujours plus spectaculaire et plus documenté.

Cette contribution se propose de poser la question fondamentale du rapport existant entre une portion de territoire et l'ensemble du système économique et social. Tout espace, y compris l'espace montagnard, est aménagé et ré-aménagé au fur et à mesure de l'évolution et des changements des modes de production. Déjà, lors de la rencontre de 1973, Claude Raffestin évoquait ces "systèmes de relations homme - espace qui se sont établis ou s'établiront au gré du changement de codes socio-économiques, socio-politiques et socio-culturels qui ont affecté ou affecteront l'Europe occidentale" (2). Le paysage économique des Alpes suisses n'est pas le même en 1800 ou en 1900. Une typologie des relations hommes-milieu alpestre, à différentes époques, paraît opportune. On sait combien l'espace alpin est un exemple privilégié de vocations successives parfois contradictoires. Tantôt délaissé et marginal, tantôt recherché et utilisé dans le

sens d'un projet aménagiste, voilà une alternance révélatrice des fonctions que la société attribue à l'espace alpin. Pourquoi, à certains moments de l'histoire, trouve-t-on l'espace alpin suffisamment structuré pour bénéficier d'une identité ? Quelles sont les logiques sous-jacentes à ces processus d'intégration ou mieux de normalisation de l'aire alpine ? Le décodage des différentes politiques d'aménagement de la montagne s'impose dans une perspective diachronique. A d'autres moments du passé, on discerne au contraire des processus de désintégration et de dégradation de l'identité alpine, une démarche dont la rationalité n'est pas nécessairement absente. Selon les époques aussi, les critères d'intégration ou de désintégration primordiaux ne sont pas les mêmes (tantôt primauté du politique, tantôt de l'économique, tantôt du symbolique).

Dans cette perspective, il m'a semblé intéressant de dépasser l'analyse factuelle pour aborder les problèmes de la perception des vocations et des allégeances multiples du domaine montagnard. L'appréhension des réalités reflétées par le discours sur l'espace diffère selon qu'on se situe du côté du pouvoir (des décideurs souvent extérieurs au monde alpin) ou du côté des populations montagnardes elles-mêmes. L'analyse des représentations sociales du milieu alpestre, au travers des textes et de l'iconographie qu'il suscite, doit aboutir à la mise en évidence de conceptions et d'enjeux sociaux. C'est sur eux qu'une société fonde sa pratique de l'espace. Le comportement est parallèle au discours. A l'évidence, dans une telle approche, ce ne sont pas les seules contraintes physiques ou techniques qui apparaissent mais bien l'ensemble du système de valeurs symboliques incarné par les Alpes. C'est dire que le décodage dont il est question, s'efforcera de mettre en évidence les mythologies auxquelles adhère la société globale. Le métadiscours implique en effet directement des comportements et des pratiques spatiales (3). Espace chargé de sens parce qu'il est vécu, comme l'exprime finement G. Bachelard dans l'extrait cité en épigraphe. Par vécu, j'entends la pratique que les Suisses eux-mêmes ont de leurs Alpes. L'analyse des stéréotypes que les "inventeurs du paradis" - selon l'expression du cinéaste Daniel Schmid - ont utilisé pour illusionner les touristes romantiques est marginale (4). Elle apparaît uniquement dans

la mesure où il y a transfert de l'image à usage externe dans l'imaginaire collectif des Suisses, montagnards ou non. Avec leur livre-spectacle, L'invention du paradis, sans prétention scientifique, Bener et Schmid ont "monté" le film de l'illusion alpine, mythe dont ils attribuent sommairement la paternité à Rousseau, Schiller et quelques autres, relayés par les grands hôteliers de la Belle Epoque. L'histoire de la montagne suisse est plus complexe et son intégration à la conscience nationale ne se déroule pas comme un film bien léché. Seule la confrontation permanente de la réalité objective et des représentations symboliques vécues à l'intérieur du pays permet de saisir leur fonctionnement foisonnant. Telle est la problématique que j'ai essayé d'appliquer à la Suisse, de la seconde moitié du XVIIIe siècle à la première guerre mondiale.

I. L'invention de la montagne idyllique

Monts tantôt affreux, tantôt sublimes, montagnes maléfiques ou hauteurs adulées, l'histoire des relations de l'homme à la montagne en général et à l'espace alpin en particulier se déroule sur des rythmes contrastés (5). L'attention portée aux Alpes est ancienne. Elle remonte à l'Antiquité, selon ce que livrent les documents. Aussi peut-il paraître étrange de prétendre que le XVIIIe siècle a inventé la montagne. Tout au plus l'a-t-il redécouverte ou réinventée. Mais le siècle des Lumières inaugure un rapport à la Nature complètement neuf où la montagne détient une place privilégiée, tant dans la représentation scientifique que dans celle esthétique qu'on s'en fait.

1. L'engouement pour les Alpes au XVIIIe siècle

C'est à un véritable revirement d'attitude envers les régions de montagnes auquel on assiste durant le XVIIIe siècle. Tous les analystes des récits de voyages, qui prolifèrent après 1750, l'ont mentionné. Ce tournant s'amorce lentement depuis la fin du XVIIe siècle. Seule l'inversion d'une perspective dévalorisante explique les précautions prises par Abraham Ruchat en 1714, lorsqu'il se

propose d'écrire sur la Suisse. Cette contrée n'est-elle pas "que montagnes à perte de vue, que rochers stériles, que précipices affreux" ? Ses habitants ne sont-ils pas "de misérables vachers, que l'on se figure à peu près comme des demi-sauvages, qui n'ont pas le sens commun ?" Qu' y a-t-il de plus incongru alors que de parler des "Délices" de la Suisse (6) ! Le préambule de Ruchat est révélateur d'attitudes qui vont se modifier fondamentalement par la suite. D'abord, celle de répulsion qu'entraîne la vue des solitudes alpestres jalonnées d'accidents topographiques terrifiants. Ensuite, un déterminisme environnementaliste étroit qui associe à un milieu peu attrayant un type d'homme non moins repoussant. Nature prodigue, montagnes idéalisées et mythe du bon sauvage appartiennent conjointement à l'invention de la montagne.

De nombreux auteurs ont expliqué les conditions de la "conversion" dix-huitiémiste. Le fait est trop connu pour qu'on s'y arrête longuement. La littérature témoigne de l'itinéraire affectif d'Albrecht von Haller, de Salomon Gessner et de Jean-Jacques Rousseau, pour citer les auteurs dont l'oeuvre est essentielle si l'on veut cerner de plus près l'engouement des élites européennes pour la chaîne alpine (7). Cette nature grandiose va devenir un lieu prisé de pèlerinage. L'enthousiasme est de règle même si les mots pour le dire manquent. Bernardin de Saint-Pierre le concède: "L'art de rendre la Nature est si nouveau que les termes n'en sont pas inventés. Essayez de faire la description d'une montagne de manière à la faire reconnaître !" (8). Les choses n'existent que pour autant qu'on puisse les nommer. Encore faut-il, Bernardin de Saint-Pierre le prouve, que le signifiant renvoie inaltérablement à ce qu'il représente. Une telle difficulté ne préoccupait guère un certain esprit classique, soucieux de taxonomie rigoureuse, donc attentif à forger un langage universel. Les voyageurs rousseauistes et préromantiques succombent, quant à eux, aux émotions changeantes et à la variation des états d'âme individuels. La subjectivité du regard tend à devenir composante à part entière du réel. Un langage doit être inventé (9).

La difficulté de représenter la montagne découle d'une

incapacité à présenter le milieu alpin. Inventer le vocabulaire sans doute, mais auparavant percevoir la réalité elle-même. Si l'historien Gibbon traverse la Suisse en nous laissant un récit plein de remarques subtiles, il omet l'essentiel, puisque les montagnes ne l'intéressent pas et que les Alpes ne sont même jamais citées dans son ouvrage (10). Et pour cause: elles n'étaient pas encore inventées !

Au temps où les marges alpestres et leurs lacs s'offrent à la préférence des voyageurs, l'itinéraire helvétique s'égrène comme un parcours de villes en villes avec quelques incursions au seuil des vallées latérales. Plus tard, le romantisme mettra à l'honneur la pérégrination dans les montagnes profondes. Tandis que le XVIIIe siècle voyage aux Alpes, le XIXe siècle, lui, dira dans les Alpes. Plus que d'une nuance de langage, c'est d'un contact différent avec la montagne dont il s'agit.

Avant 1750, la ville, au sens ancien d'espace clos, ceinte de murailles, joue le rôle de clé pour toute lecture géographique. La ville garante de l'intégrité d'un espace détient une fonction normative dans l'assignation économique et sociale des parties de territoire comme dans la représentation qu'on fabrique dudit territoire. Sans m'immiscer dans le débat qui cherche à déterminer à quel point les villes suisses structurent ou non leur espace régional en aires nourricières, composées d'anneaux de cultures spécialisées (11), c'est de la place éminente de l'urbain dans l'imaginaire collectif dont je voudrais faire état pour mieux mettre en évidence la portée déstabilisante de l'irruption alpine à l'intérieur des codes de perception. Il fut un temps où les pays forestiers du centre de la Suisse suscitaient les remarques dédaigneuses des voyageurs parce qu'on n'y trouvait pas de véritables villes. L'utopie rustique, au XVIIIe siècle, transformera cette lacune en vertu. Cela ne signifie pas qu'on abandonne l'itinéraire urbain. L'humaniste encyclopédique Albrecht von Haller, lorsqu'il accomplit ses voyages initiatiques à la beauté alpestre en 1728 et 1732, fixe les passages d'un périple qui ne variera guère par la suite, codifié qu'il sera par les guides de voyages: Berne, Thoune, Interlaken, Lauterbrunnen,

Grindelwald, la vallée du Hasli, le col du Grimsel, le Valais avec les bains de Loèche puis retour à Berne par le col de la Gemmi. Sur ce circuit de base se grefferont les variantes "en option": lac des Quatre-Cantons, Tessin, voire Grisons. Les villes sont nombreuses sur le parcours. Elles quadrillent l'espace en un réseau serré et lui confèrent une apparence d'ordonnement géométrique, cher à l'appareil conceptuel et esthétique de l'esprit classique.

Quant aux montagnes, elles gênaient la rationalité classique par leur désordre et leur entassement confus. Or, le XVIII^e siècle découvre la valeur esthétique de l'étrange, du désordre, de la variété. Le paysage sauvage et tourmenté se convertit peu à peu en "pittoresque" et attrayant. Les Alpes resteront remplies d'"objets effrayants" et de "précipices affreux" mais, de répulsifs, ils sont devenus grisants ! Dans le même temps, les sciences de la nature s'efforcent de classer et de généraliser. Les montagnes n'échappent pas à cette passion nomothétique. Ainsi, l'architecte et cartographe français, Philippe Buache, construit "le système orographique le plus cohérent et le plus complet du XVIII^e siècle"(12). Pour lui, les chaînes de montagnes dont il met au jour la continuité spatiale, compartimentent l'espace en bassins hydrographiques qui fondent autant de régions. Dans son système, la Suisse apparaît comme un noeud de montagnes, donc un lieu de divergence fluviale. Elle n'a pas d'unité territoriale au contraire du royaume de France resserré par des alignements de massifs périphériques, parfois fictifs pour les besoins de la théorie. Cette dernière remarque a son importance, car il faut bien comprendre que ce n'est pas la Suisse en tant que telle qui attire, mais le pays "rempli de montagnes et de lacs" comme le définit un manuel de géographie de l'époque. Dans les descriptions, tableaux et dictionnaires typiques de la littérature "géographique" ancienne, les montagnes disputent la première place aux villes. Preuve qu'il s'agit, au travers de la mutation du discours, d'un véritable changement de la représentation mentale de l'espace. Autre symptôme caractéristique, la cartographie évolue non seulement pour des raisons techniques propres à la science des mesures topographiques, mais parce que les

figurations courantes des montagnes, en alignement de pains de sucre conventionnels, ne suffisent plus. Les montagnes cessent d'être perçues à petite échelle seulement comme obstacles à contourner par des passages obligés. Elles existent pour elles-mêmes, représentées à grande échelle, depuis les panoramas du Genevois J.-B. Micheli du Crest (1754) jusqu'au fameux "relief" de la Suisse centrale, exécuté par le Lucernois F.-L. Pfyffer (1770-1790). Leurs travaux préparent les grands levés topographiques du XIXe siècle.

2. La théorie des genres de vie

En dehors de la littérature scientifique de type géographique, quasi exclusivement préoccupée de décrire les phénomènes physiques, toute évocation du cadre naturel appelle l'anthropologie sociale. P. Guichonnet l'a bien montré, en faisant d'Albrecht von Haller l'inventeur de la "sociologie sentimentale" des Alpes, de Salomon Gessner l'initiateur de l'idylle pastorale et de Jean-Jacques Rousseau l'évocateur de l'homme alpin, homologue des bons sauvages que poursuivent les voyageurs exotiques (13).

La seconde moitié du XVIIIe siècle, à la suite de A.R.J. Turgot en France et d'A. Smith en Ecosse, a mis à l'honneur une théorie des modes de subsistance - Marx parlera lui de modes de production - qui différencient les stades de développement des sociétés. Ainsi, Adam Smith voit-il se succéder un état primitif, celui des peuples chasseurs, un état plus évolué, celui des nations de bergers, suivi par deux états encore plus perfectionnés de la vie sociale, celui des nations d'agriculteurs puis des nations manufacturières (14). Il précise que plus l'état d'une société est avancé, plus son système social est complexe: "C'est dans l'état de bergers, ou dans la seconde période de la société que s'introduit d'abord l'inégalité de fortune, et par conséquent un degré d'autorité et de subordination qui n'existait pas auparavant, ce qui amène un certain degré de gouvernement civil, sans lequel elle ne pourrait pas subsister".

L'idéalisation de la vie pastorale par les récits de voyage n'a donc pas purement une origine sentimentale mais repose sur une vision anthropologique de type environnementaliste déjà élaborée. La société pastorale pure, les observateurs croiront la découvrir sur le flanc nord des Alpes dans l'Oberland bernois ou dans l'Urschweiz, comme d'autres faisaient des Indiens d'Amérique les survivants des peuples primitifs (15). C'est pourquoi, un François Robert (1789) ou le marquis Carl von Grosse (1791) s'extasient devant des paysages qui n'ont jamais vu de charrue parce qu'implicitement ils y trouvent une société antérieure à l'âge agricole (16). Même Philippe Sirice Bridel, pourtant fin observateur de la civilisation alpine, se laisse porter au lyrisme quand il se croit reporté trente siècles en arrière au temps des patriarches ! (17). Raisonement identique chez Ramond de Carbonnières, l'adaptateur français de W. Coxe: il considère les mises en valeur agro-pastorales de l'intérieur des Alpes comme décadentes par rapport à l'état pastoral pur des Alpes septentrionales (18).

De plus, la philosophie des genres de vie s'auréole volontiers, surtout auprès de ses interprètes français, d'un dessein de morale sociale. Tout peuple de pasteurs détient les valeurs d'un mode de vie non encore corrompu. L'habitant des Alpes s'illustre par sa vertu, sa force de caractère, sa vie simple soumise à l'ordre naturel des choses. Rousseau voit dans l'invention de l'agriculture - elle amène la propriété privée et la division du travail - la fin d'un âge d'or. Déjà dans son Discours sur les sciences et les arts... (1750), le philosophe genevois saluait les peuples préservés de la "contagion des vaines connaissances" et dont la vertu assure le bonheur. Il nomme "cette nation rustique si vantée pour son courage" (la Suisse), en parallèle avec les "sauvages d'Amérique" (19). Théorie des stades et effet corrupteur de la vie sociale, tels sont les fondements du stéréotype de l'"homo alpinus". S'y greffent toute une série d'images valorisantes du milieu alpestre, sorte d'Arcadie retrouvée, et des associations poétiques et sentimentales parfois proches du poncif de mauvais goût: les "bergeries" rococo, les variations sur le thème de l'idylle

rustique. Ainsi, la plupart des voyageurs vont-ils trouver dans les Alpes des conditions de vie particulièrement sévères mais ils s'attacheront surtout à mettre en évidence le bonheur montagnard par des traits pittoresques et exotiques.

Les récits du XVIIIe siècle s'évertuent à faire coïncider l'espace physique avec l'espace social. L'organisation de l'espace agricole reflète celle de la société. L'Anglais William Coxe compare les deux versants du lac Léman : le Chablais aride transcrit l'influence de l'autorité absolue, le riant Lavaux l'effet de la liberté (20). Le naturaliste genevois Jean-André Deluc, ami de Rousseau, observe à travers la trame de l'habitat, la projection spatiale de l'utopie égalitaire, dans la région de Grindelwald: "Toutes ces maisons, placées à des distances presque égales, marquent l'égalité des fortunes... Ces maisons sont de bois, et toutes semblables (...). Personne ne cherche à se distinguer des autres ni à s'élever" (21). La Société économique de Berne, d'inspiration physiocratique, disserte sur "l'esprit de la législation" la plus favorable à l'épanouissement de l'agriculture et des populations (22). Réminiscence des mythes de la cité idéale, des allégories des bons et des mauvais gouvernements, le paysage helvétique semble accumuler les effets bénéfiques de la liberté et d'institutions qu'on s'efforce de croire très démocratiques.

3. Réalité de l'homo alpinus avant 1800

Les Alpes comme espace homogène relèvent, durant le siècle des Lumières, plutôt de l'évidence littéraire, avant de devenir au mieux une réalité géologique. Dès qu'on quitte les salons et les cercles scientifiques, les disparités des modes de vie, la singularité des statuts institutionnels mettent en exergue le compartimentage excessif de la zone. Si l'on essaie de dégager les grands traits de la mise en valeur de la Suisse alpine à la fin du XVIIIe siècle, le contraste entre deux conceptions de l'adaptation aux conditions naturelles frappe l'observateur. Un système agropastoral traditionnel à l'intérieur et au Sud des Alpes, un système pastoral élaboré sans agriculture sur le versant Nord (23).

Les vallées intra- et subalpines pratiquent cette "agriculture d'acharnement" dont parlait Raoul Blanchard. Sa finalité réside dans l'autosubsistance des populations. Curieusement, ces formes économiques, qui paraissent en sursis dès que l'économie de marché accentue son emprise sur les régions marginales au XIXe siècle, survivront longtemps. Les géographes les trouveront quasiment intactes au début du XXe siècle; plus récemment, les ethnologues en ont restitué les phases de déclin qu'ils placent après 1930 si ce n'est après la seconde guerre mondiale. Dans toutes ces régions, la production de céréales panifiables a exercé une véritable tyrannie sur les systèmes de culture en obligeant les paysans de montagne à des exploits d'ingéniosité technique. L'alternance asymétrique d'herbages naturels avec des labours, sur des terrasses soigneusement entretenues, la jachère climatique et les diverses méthodes de séchage des grains, moissonnés pourtant tardivement sans qu'ils puissent jamais atteindre une parfaite maturité, telles ont été les exigences de l'autarcie durant des siècles. En plus, une adaptation continue à l'altitude, par l'étagement spatio-temporel des occupations, des habitants et de la mise en valeur des vocations agricoles, s'est avérée nécessaire.

Les sociétés alpines en général sont forcément malthusiennes puisque préoccupées d'assurer un difficile équilibre entre population et ressources. D'où un système de migrations temporaires régulatrices constamment opérationnel et globalement aussi un moindre dynamisme démographique à long terme (24).

L'agriculture des Alpes centrales et méridionales ne passionne guère les voyageurs du XVIIIe siècle. Le Valais est connu plus par les crétins dont d'Alembert et l'Encyclopédie le peuplaient injustement, que par ses installations astucieuses d'irrigation. Les phénomènes de transhumance dans les Grisons ou sur le versant sud des Alpes restent ignorés. Probablement que les idées physiocratiques, qui imprègnent nombre de témoignages, poussent à décrire des formes d'agriculture paraissant anachroniques aux promoteurs de la grande culture céréalière pour lesquels le pâturage seul a sa place dans les montagnes.

Au contraire, le versant septentrional des Alpes détient la faveur d'observateurs qui y situent volontiers les territoires du mythe alpestre. L'"Hirtenland", selon l'expression consacrée par C.V. von Bonstetten dans ses Lettres de 1782, s'étend des Préalpes fribourgeoises au lac de Zurich en englobant l'Oberland bernois, les montagnes de Lucerne, Unterwald, Uri et Schwyz (25). Il s'agit de la zone de fabrication des gros fromages, d'un pays vert par conséquent où la culture céréalière a quasiment disparu à la suite d'une longue évolution, amorcée dès les XIIIe-XVe siècles selon les régions. Or, les voyageurs du XVIIIe siècle sont rares à le percevoir, cette conversion à l'élevage exclusif du gros bétail résulte d'un choix économique. Elle est la preuve d'une intégration précoce à l'économie de marché et non pas la survivance de quelque état antique de l'humanité. Ce peuple de bergers est un peuple de spéculateurs et de négociants. La Suisse centrale, outre son fromage, exporte des milliers de têtes de bétail tandis que les montagnes du pays de Berne et de Fribourg vivent de l'exportation du fromage (26).

Dans ces régions, les formules d'exploitation capitaliste s'étendent, notamment au XVIIIe siècle, au détriment des formes de mise en valeur privée ou communautaire. La possession de pâturages devient un investissement fort prisé des spéculateurs urbains, qui les confient alors à des "chujer", "teneurs" autrement dit à des locataires de pâturages. Ces derniers réunissent des troupeaux, fabriquent et vendent les fromages à des intermédiaires. La division du travail est déjà perfectionnée sans que l'on puisse toujours déterminer qui du gros propriétaire de bétail ou du propriétaire de pâturages en est le principal bénéficiaire. Il paraît évident, par contre, qu'à la réussite spectaculaire des paysans aisés correspond la situation beaucoup plus précaire des petits éleveurs et des multiples professions subalternes de l'élevage. L'abandon de l'autarcie céréalière et l'adaptation à l'économie de marché se jouent sur un fond d'émigration endémique et de misère profonde lors des crises de subsistance. C'est pourquoi, les autorités des cantons ont constamment essayé d'enrayer une conversion des terres arables

en herbages qui hypothéquait trop lourdement à leurs yeux l'approvisionnement en céréales des populations. Si le cas des familles réduites à pratiquer la cueillette lors de la crise postérieure à la guerre de Trente ans est exceptionnel, d'une manière plus générale, le revenu monétaire des petits éleveurs, par sa modestie même, n'assure qu'un pouvoir d'achat dérisoire. Au XVIIIe siècle, les gouvernements patriciens de Fribourg et de Berne continueront à édicter des mesures très restrictives pour freiner l'extension des pâturages, bien que l'introduction de la pomme de terre donne de meilleures perspectives à l'approvisionnement des populations alpines.

Quant à la région des Alpes plus à l'Est de l'Hirtenland, soit les montagnes de Glaris, d'Appenzell et de Saint-Gall, leur vocation économique prend d'autres visages encore. Ces pays herbagers participent à l'économie monétaire des commerces de bétail et de produits laitiers. La conversion des champs en herbages s'y trouve toutefois moins avancée que dans la région précédente. Elle s'accélère au XVIIIe siècle, peut-être sous l'effet d'une aggravation des conditions climatiques. Cette partie de la Suisse nord-orientale vit au rythme de la protoindustrialisation (27). L'industrie textile à domicile se pratique à vaste échelle. Un monde bien loin de l'idylle agreste! Il suffit de relire le témoignage étonnant d'Uli Bräker (28). Ce chevrier, né en 1735, doit s'exiler comme mercenaire avant de tenir un modeste domaine dans le Toggenbourg. Séduit par l'industrie du coton à domicile, fille de la pression démographique à l'instar du service étranger, Bräker se hisse au rang d'intermédiaire (Verleger) entre les négociants pourvoyeurs de matières premières, responsables de la commercialisation des produits fabriqués, et les ouvriers-paysans à domicile. Situation modeste mais enviable, comparée à la dure réalité de ce qui était au départ travail d'appoint des familles paysannes avant de devenir leur activité principale.

Ces montagnes déjà largement ouvertes à l'économie marchande, sujettes aux aléas de la conjoncture européenne, peuplées d'hommes dont beaucoup ont voyagé en Europe sur les champs de bataille,

contrastent singulièrement avec les populations tantôt excessivement arriérées, tantôt béatement idéalisées de la littérature. Bien sûr, lorsque l'occasion s'y prête, on s'empresse à l'étranger de mettre en évidence un événement propre à conforter l'image attendue. En témoigne ce fait divers qui défraya la chronique mondaine à Paris en 1789. Un jeune Gruérien, bientôt connu sous le nom de "Pauvre Jacques" s'occupait de la "laiterie" de Madame, soeur de Louis XVI, à Montreuil. Comme il se languissait d'être séparé de sa promise, on la fit venir à Paris pour célébrer les noces du berger et de la bergère et mettre en scène l'idylle agreste !

Le décalage entre les représentations sociales et la réalité s'observe également au plan politique. Les paysans-éleveurs des cantons alpins incarnent un sens poussé de l'indépendance qu'expliquent des activités où la rentabilité commerciale motive pour le moins autant que la contrainte autarcique. Mais les inégalités sociales paraissent singulièrement accusées dans les régions célébrées comme berceau de l'égalité. Les riches paysans dominent la pyramide sociale et dictent leurs intérêts à la communauté. Ploutocratie au lieu de démocratie.

Les alpins du XVIIIe siècle sont peu préparés à se penser autrement qu'en usagers d'un territoire familial. Leur vocabulaire traduit un souci de la représentation sans ambiguïté et ne laisse aucune marge à la variation sur le sens. Montagne, Berg et monte; alpe, Alm (ou Alp), alpe, autant de mots proches dans les trois principales langues écrites des Suisses, qui désignent très précisément le pâturage d'été. Alpe et montagne réfèrent à une réalité économique. Quand les habitants des vallées parlent de "monts", ils pensent cols, avec un pragmatisme qui sèmera la confusion auprès des découvreurs de cimes. Il y aurait beaucoup à dire sur l'acculturation profonde qu'entraînera la normalisation des appellations topographiques par les cartographes du XIXe siècle ! Sans aller jusque là, je pense au changement dans la représentation mentale qui amène peu à peu les populations alpestres à appeler montagnes, un fragment de cet énorme accident du relief dont seuls les voyageurs connaissaient les limites par leurs cartes, alors qu'auparavant ces mêmes

indigènes ne jugeaient bon de désigner que la partie fertile desdites Alpes. Le "penser" la montagne s'apparente à une forme nouvelle de maîtrise de l'espace concerné (29). Au début du XVIIIe siècle en tous les cas, avant Johann Jakob Scheuchzer et Albrecht von Haller, les voyageurs parlent plus volontiers des "montagnes glacées de la Suisse", à moins qu'ils ne précisent utiliser l'expression "Alpes" pour désigner la chaîne elle-même.

On est loin d'une quelconque conscience alpine, parce que la montagne n'est pas un monde clos mais qu'elle vit en symbiose avec la plaine et les villes des piémonts. Comme les campagnes suisses en général, les Alpes dépendent économiquement des villes. J.-F. Bergier situe à l'orée du XVIIe siècle ce "grand renversement de notre histoire, où les pays de montagne entrent dans la voie du sous-développement à travers la dépendance" (30). Ce type de relations étonne peu et les commentateurs anciens s'abstiennent de gloser sur le sujet parce que les disparités économiques et sociales ne sont guère perçues encore. Par contre, l'opposition politique des cantons-villes et des cantons ruraux (alpestres inclus) constitue depuis longtemps l'une des clés de compréhension de l'histoire suisse. A trop l'ériger en système, on a occulté l'interface - la symbiose dont parle J.-F. Bergier - ville/campagne. A coup sûr, la rivalité de la cité et de son plat-pays révèle l'importance que prend aux yeux des contemporains le phénomène urbain, bien individualisé dans l'espace par ses remparts et ses tours. La montagne inventée par les naturalistes et les poètes, étrangers le plus souvent, ne préoccupe guère l'habitant des cantons confédérés. D'ailleurs, l'opinion du pouvoir quant à l'avenir économique des zones alpestres semble plutôt négative, particulièrement dans l'Hirtenland pourtant bien intégré au système marchand. Les gouvernements patriciens de Fribourg, Berne ou Lucerne, dont les conceptions économiques souvent confuses allient le protectionnisme mercantiliste et la prédilection physiocratique pour le rendement de l'agriculture, sont obsédés par des problèmes d'approvisionnement céréalier. Les Mémoires de la Société économique de Berne, fidèle miroir des opinions du lobby agronomique, traitent

rarement de l'économie alpestre et encore en termes critiques.

Il ne faut pas attendre non plus, dans ces conditions, une prise en considération des problèmes spécifiques aux zones de montagne. Quand, soucieux de fournitures énergétiques, les autorités des cantons alpestres se préoccupent du déboisement catastrophique de certains versants et du ravinement qui en est la conséquence, la méconnaissance globale des mécanismes d'érosion empêche de prendre des mesures efficaces autres que ponctuelles. On sait qu'au XVIIIe siècle, les explications diluviennes et neptuniennes de la formation du relief ont la faveur des scientifiques. Le rôle de l'érosion fluviale et torrentielle est sous-estimé. Preuve en est le détournement hasardeux de la Kander, une rivière torrentielle de l'Oberland bernois, dans le lac de Thoune. Entreprise en 1711-1714, cette correction se transforme en désastre écologique, avec entre autres manifestations offertes aux spectateurs médusés, le creusement par les eaux d'une tranchée de 21 mètres de profondeur et l'édification d'un delta de 5 millions de m³ en moins de deux ans !

Inventé comme objet scientifique et source d'émotion esthétique, le monde alpestre reste en définitive un milieu naturel et humain largement méconnu encore avant 1800. Comme tout objet d'observation, il suscite des représentations mentales. Le décalage entre ces images et la réalité alimente des clichés de type bucolique qui se rattachent aux plus vieux mythes de l'humanité, mais dont l'actualisation du siècle des Lumières renforce la spécificité et le poids symbolique.

II. L'invention de la montagne nationale

L'époque romantique, selon une chronologie propre à la culture littéraire francophone, caractérise la première moitié du XIXe siècle. Elle marque une apogée du détournement de la réalité alpestre au profit de stéréotypes émotionnels qui contrastent de manière crue avec l'état de crise endémique où s'installent les régions pastorales. Parmi les spécificités du

siècle ouvert par la Révolution française, l'imprégnation "nationale" des cadres servant à penser le territoire fait que la montagne n'échappe pas à une idéologisation croissante.

1. Les Suisses, les Alpes et la nation

Sous l'Ancien Régime, la Confédération n'a pas d'existence en tant qu'entité politique. Le "Corps helvétique", expression consacrée pour désigner l'ensemble des cantons, est une lourde machine d'alliances enchevêtrées, sans unité institutionnelle. La Suisse comme "être géographique" passe pour une invention des géographes qui ont donné ce nom aux territoires délimités par la France, les Allemagnes et l'Italie. C'est ce qu'affirme V.B. Tschärner dans son Dictionnaire de 1775 (31), adaptation du grand Lexikon en 26 volumes de J.J. Leu. Goethe lui-même ressent la difficulté de désigner et de nommer ce que représente la Suisse, puisqu'il invente une expression obscure sur laquelle les commentateurs ne finissent pas de dissenter: "Umschriebenheit der helvetischen Existenz" (32)!

Adoptée par les observateurs extérieurs, l'expression "la Suisse", fort commode, paraît largement acceptée à l'intérieur des cantons au XVIIIe siècle, d'autant que les élites des Lumières aiment à se percevoir comme "Suisses". Le rôle actif de la Société helvétique fondée en 1761, pépinière d'une solidarité supracantonale par sa volonté de rapprocher les habitants des différentes parties du pays, en témoigne. Très tôt d'ailleurs, le discours patriotique intègre les images mentales véhiculées par les stéréotypes bucoliques. C'est dire que la montagne alpine va se trouver mêlée au discours idéologique au moment où s'invente la Suisse institutionnelle, que ce soit dans l'oeuvre législative de la République helvétique ou dans celle de la Constitution fédérale de 1848.

Le XVIIIe siècle prise les grands mythes historiques de la Suisse primitive: le serment du Rütli et surtout l'histoire de Guillaume Tell le tyrannicide (33). L'oeuvre de l'historien Johannes von Müller, Geschichte schweizerischer Eidgenossenschaft, (dès 1780) fait des origines de la Suisse une épopée, des débuts

de la Confédération un temps de vie vertueuse, saine et simple. Son influence sur l'historiographie demeure déterminante durant tout le XIXe siècle. Il est probable néanmoins que le patriotisme, au sens helvétique du terme, concerne une élite restreinte, celle qui accède à l'écrit, celle, dans les cantons protestants notamment, dont l'intérêt politique est de pousser, dès la fin du XVIIe siècle, une variante anti-française des traditions d'indépendance et de résistance à l'étranger. Daniel Frei cite plusieurs rapports de l'occupation française après 1798 qui s'étonnent de la méconnaissance de Guillaume Tell dans les zones rurales (34). Le sentiment national populaire commence à s'épanouir après 1815 seulement.

Ceci dit, la question essentielle pour la problématique de ma communication, est de déterminer à quel moment s'opère la jonction entre les mythes alpestres et nationaux. Prudemment, dans la Nouvelle Histoire de la Suisse, François de Capitani ne fait qu'évoquer le phénomène. Les Alpes deviendraient (au XVIIIe siècle ?) "pour la première fois" le coeur d'une conception géopolitique nouvelle (35). Ce qui paraît certain, c'est que la patrie suisse est d'abord associée à une Suisse rurale, selon une dynamique hostile à l'urbain. La pathologie urbaine, voilà une idée fréquente dans le discours médical des Lumières et largement diffusée à la suite de J.J.Rousseau. La récupération historique de ces conceptions s'avère aisée: les cantons primitifs n'ont pas de ville... donc les vrais Suisses vivent à la campagne (36). Que ces mêmes Suisses authentiques vivent à la montagne, la relation est établie plus tardivement. Dans les réunions de la Société helvétique, le thème de la Nature et du paysage alpestre n'est guère développé avant la dernière décennie du siècle. Pour U. Im Hof, le prototype du Suisse-berger est bien une innovation du pré-romantisme (37).

A vrai dire, l'idéologie d'un véritable territoire national helvétique, - la patrie est aux citoyens ce que le terroir est au paysan - , s'affirme après 1798 seulement. La République helvétique, installée par les Français, adopte l'effigie de Guillaume Tell comme sceau officiel et exploite largement les images mythiques de l'histoire héroïque (38). Le stéréotype du

Suisse est planté avec , cette fois-ci, une association très explicite avec le milieu alpin. La montagne devient le paysage helvétique par excellence. Le publiciste Heinrich Zschokke clame, devant le Sénat de la République, des tirades spectaculaires sur le thème, montrant comment la Nature et Dieu ont tressé autour de la patrie une couronne de montagnes, comment les montagnes helvétiques ont été l'autel dressé au coeur de l'Europe, pour célébrer dans l'histoire les droits de l'homme et la liberté, alors que partout ailleurs résonnaient encore les chaînes de l'esclavage (39). Le cadre idyllique s'ancre enfin dans un espace national précis, l'Helvétie. Sans doute, les résistants à l'ordre révolutionnaire récupèrent-ils aussi en leur faveur les nouveaux stéréotypes patriotiques, en parlant de "vieux Suisses" de préférence à "Helvétie" dont la consonnance évoque la domination étrangère (40). L'essentiel est qu'un consensus large se cristallise sur les nouvelles images.

L'aspect le plus novateur de la période est donc qu'on s'efforce de penser la Suisse comme un Etat national. La question du remaniement des circonscriptions administratives, sous la République helvétique, illustre le phénomène tout en cernant les limites du processus d'identification entre Nation suisse et Nation alpine. En effet, l'esprit jacobin s'efforce de supprimer les inégalités dans l'espace. "L'unité de patrie et d'intérêt succède au faible lien qui rassemblait et guidait au hasard des parties hétérogènes, inégales, disproportionnées et asservies à de petites localités et des préjugés domestiques" affirme la première Constitution de la République helvétique du 28 mars 1798. Les projets de subdivisions administratives se succèdent sans que les circonstances permettent d'envisager une application concrète. En mars 1798, une répartition à la française en onze départements, tous nommés par la rivière principale qui les traverse, traduit l'effort de substituer à des appellations cantonales historicisées des limites inscrites dans la Nature du pays (41). Il s'agit de fonder de manière intemporelle dans le paysage et dans la terre les nouvelles configurations territoriales pour échapper à la légitimation par l'histoire. A la fin de l'année 1798, au hasard historique fondement du "Kantons- und Localgeist", on oppose plus pragmatiquement un découpage basé sur le chiffre

de la population et l'opportunité topographique et économique. L'entreprise aboutit à dessiner une dizaine de cantons baptisés au nom de fleuves, de lacs et de massifs montagneux. Mais les sénateurs de la République se montrent très conscients du phénomène de centralité urbaine, qui recréera automatiquement les inégalités qu'on cherche à empêcher, quel que soit le découpage adopté. C'est pourquoi, la proposition ultime a un caractère radical puisqu'elle suggère la création de quatre vingt-dix districts administratifs de quatre mille citoyens actifs ! L'égalité devrait se réaliser par le nombre d'habitants dans la mesure où la topographie empêche le quadrillage géométrique intégral. Serait-ce que la montagne s'oppose par sa complexité à toute mise en grille rationnelle ? Sans doute, mais la spécificité territoriale agace les partisans de la République unitaire.

Le Congrès de Vienne et les traités de Paris (1814-1815) fixent définitivement les frontières de la Confédération. Pour la première fois, le concept géographique "Suisse", largement répandu comme on l'a vu plus haut, correspond à une réalité institutionnelle, celle de la Confédération helvétique, avec un seul sceau à l'emblème des cantons. Ainsi des régions comme le Valais surtout mais aussi les Grisons, traditionnellement enclines à se penser comme Républiques alpines indépendantes, ont dû quelque peu réorienter l'objet de leur conscience nationale dans les premières décennies du XIXe siècle (42).

Toute la première moitié du siècle va s'efforcer de développer une véritable conscience nationale sur des bases populaires. L'enjeu politique est le renforcement du pouvoir central par abandon volontaire de parcelles de souveraineté cantonale. Les Alpes jouent un rôle restreint dans ce processus où dominent les références historiques. Les composantes paysannes du nationalisme l'emportent sur celles spécifiquement alpestres. L'époque renoue avec la vieille tradition qui associe la démocratie au monde rural et l'aristocratie à la ville. Les révolutions de 1830 en Suisse ont incontestablement une dimension anti-urbaine (43) L'aboutissement en est la première Constitution fédérale de 1848. La lecture des procès-verbaux de la Commission de rédaction du

projet de loi fondamentale révèle la prégnance des traditions jacobines d'égalité territoriale. La mythologie alpestre préromantique et révolutionnaire est bannie. Lorsqu'il s'agit de représentation politique nationale, les membres de la Commission raisonnent en termes de grands et petits cantons. Ils envisagent la création d'arrondissements électoraux "aussi égaux que possible" (44). Les Alpes restent absentes.

En somme, la vie politique de l'époque révolutionnaire conjugue une sorte d'intermède alpinocentriste sur le thème de la montagne et de la nation qui ne se retrouve plus à l'époque libérale. Parmi les indices qualitatifs du phénomène, la presse périodique, expression privilégiée de la nouvelle conscience politique: les titres utilisant une référence alpestre constituent 5 % du total des périodiques publiés en Suisse entre 1789 et 1814. Cette proportion tombe à 0,9 % entre 1815 et 1847 (45). Politiquement délaissés après 1815, les topoi alpestres investissent toutefois massivement la conscience romantique.

2. La diffusion des stéréotypes nationaux par le texte et l'image à l'époque romantique

De prime abord, l'invention de la Suisse au XIXe siècle s'opère par agrégation d'un contenant géographique et d'un contenu historique et alpin. Une fois le territoire défini par le droit international, la cohésion interne se module différemment dans le temps. Le thème alpin poursuit un itinéraire foisonnant à travers tous les domaines de l'expression artistique.

Cependant, les Alpes romantiques relèvent d'une perspective différente de celle des Lumières. Pour P. Guichonnet, la première moitié du XIXe siècle place "au premier rang non plus la société globale des 'bons sauvages' dans leur milieu naturel, mais l'individu en face de la montagne" (46). La montagne perçue par les poètes et les peintres n'a qu'une ressemblance lointaine avec le support géographique. L'appropriation individuelle des paysages par la médiation symbolique met en évidence des atti-

tudes contrastées et contradictoires.

C'est l'image de la montagne régénératrice qui semble l'emporter, alors qu'après 1850, les images prométhéennes de la montagne à conquérir par l'alpinisme, par les voies de communication et par la technique industrielle domineront largement. Le XVIIIe siècle, quant à lui, s'appuyait plutôt sur le statut mythique des régions élevées, que les expéditions scientifiques tendaient à battre en brèche, d'où ce repli sur une conception contemplative de l'espace propre au romantisme (47).

Pour les voyageurs du XIXe siècle, les Alpes ne peuvent guère coïncider avec des frontières politiques même si l'appartenance nationale hypothèque dorénavant toute perception de l'espace alpin. Dans la mentalité des touristes venus de France, les Alpes forment un vaste territoire transnational qui va du lac du Bourget aux chutes du Rhin en comprenant le Moyen-Pays suisse et les pentes du Jura. Ce faisant, ils contribuent à créer, selon l'expression du sociologue Jean Viard, un anti-territoire, celui de la pérégrination individuelle (48). Leur rôle dans la mise en scène que leurs écrits proposent des territoires nationaux naissants ne doit cependant pas être sous-estimé, bien que la perception du paysage réel devienne un simple prétexte à découverte du monde intérieur de celui qui écrit. Claudine Lacoste-Veysseyre trouve significatif l'épisode d'Oberman, oeuvre autobiographique dans laquelle E. Pivert de Senancour, en excursion aux Dents du Midi, ne consacre au paysage réel qu'une part minime de sa description et s'attache beaucoup plus à ce qu'il ne voit pas ! (49).

Au cours des années 1820-1836, les Alpes, à la suite des grandes oeuvres de Schiller et de Byron, deviennent "terre d'élection du Romantisme français" (50). Ce sont quelque trois cents récits de voyages dans les Alpes qui paraissent en librairie durant la première moitié du XIXe siècle ! Souvent, sur les impressions bucoliques évoquées par le paysage helvétique, se greffe une intrigue amoureuse qui fait du séjour alpestre un lieu privilégié pour abriter les passions. Lyrisme et poésie héroïque voisinent avec moralisme et sensiblerie. Selon Cl.

Lacoste-Veysseyre, "les esprits, souvent les plus surexcités, ont vu un lien privilégié entre la grandeur de la nature alpestre et la beauté morale d'hommes comme Guillaume Tell, authentique produit du sol helvétique, entre la grandeur de la nature alpestre et des notions élevées comme patrie et liberté" (51). Nodier, Hugo, Balzac, George Sand et Lamartine ont largement contribué à la diffusion d'un modèle de voyageur romantique. Chez le dernier cité, le paysage suisse apparaît comme des plus conventionnels, avec ses chalets, ses robustes bergers et ses fraîches bergères innocentes. Apogée de l'expression poétique et mythique de la réalité suisse que l'on trouve aussi chez Victor Hugo: il évoque dans La Légende des Siècles les montagnes neigeuses, la liberté et la pureté: "La Suisse trait sa vache et vit paisiblement" (52).

La prodigieuse fortune des stéréotypes alpins tient pour une bonne part à l'influence des images que véhiculent les arts graphiques et la peinture. Très tôt au XVIIIe siècle, les expéditions scientifiques s'adjoignirent des graveurs qui réalisèrent des vues alpestres avec un souci de véracité géologique affirmé. La fin du XVIIIe siècle et le début du XIXe siècle restent dans la tradition classicisante du paysage idéalisé traduisant l'ordre éternel de la Nature et le bonheur arcadien. La montagne suisse devient lieu d'élection pour cristalliser des aspirations qui investissaient jusque là traditionnellement la campagne italienne (53). Le romantisme marque une rupture momentanée avec le climat d'idéalité. Les peintres s'efforcent de transcrire les émotions ressenties devant le spectacle changeant de la nature alpestre. L'atmosphère dramatique des paysages d'orage signale le poncif romantique. Mais, parallèlement, et en se renforçant après 1830, le réalisme pictural réinvestit quasi définitivement la peinture de montagne. Le paysage naturalisant devient la norme de la figuration des Alpes (54).

Dans le processus de vulgarisation des images mythiques qui nous intéresse ici, les faiseurs de vues à grand tirage ont une place essentielle. Leur esthétique associe une certaine tradition naturalisante à la sublimation romantique. Or, c'est la première moitié du XIXe siècle qui inaugure ces formes

d'expression destinées à marquer durablement (jusqu'à nos jours) l'imaginaire collectif. Gravures-souvenirs puis cartes postales sont les véhicules des "représentations idylliques du bonheur champêtre" où l'homme n'est plus qu'une "figure anecdotique" (55). Déjà sous la Révolution, les Alpes sont devenues le cadre privilégié des images héroïques et des représentations pastorales. Les scènes de genre associent folklore et patriotisme dans un environnement alpestre. La fameuse fête d'Unspunnen de F.N. König (1808) en constitue l'illustration typique. Plus tard, lorsque s'ouvre à Paris en 1822 le fameux "Diorama", un procédé pictural d'animation de l'image qui fut en son temps une attraction prisée, le paysage alpestre constitue obligatoirement l'un des volets du programme (56). Après 1850, la gravure tombe dans le domaine de l'anecdotique en produisant en série les souvenirs à touristes. Quant à la peinture, influencée par les canons artistiques de la nouvelle société bourgeoise, elle s'attache à représenter le beau et les valeurs patriotiques: sujets historiques, scènes de genre de la vie rurale, paysage en sont les leitmotifs, sans qu'on puisse observer une polarisation absolue sur les thèmes alpestres (57). Quand ils figurent les Alpes, les petits maîtres se conforment aux préceptes de l'académisme: montagne claire sur fond sombre, villages traditionnels, bergers et vieillards chenus, puissance des éléments naturels.

Sommet de l'illusion alpestre, la première moitié du XIXe siècle connaît dans le même temps une prise de conscience accélérée des décalages entre la réalité et des représentations qui prennent leur autonomie. Celles-ci ont encore une finalité essentiellement externe. Ce sont des images touristiques. Lorsque le poète romand Juste Olivier essaie, dans les années 1830, de convaincre son ami Sainte-Beuve à venir en Suisse, il argumente à l'aide des clichés traditionnels des Alpes idylliques (58). Autant les Suisses savent-ils leur mémoire collective investie des nouveaux stéréotypes nationaux, autant ont-ils conscience de leurs fonctions mythiques. Pourquoi se laisser abuser par les tirades sur le peuple de bergers alors que la plus grande partie des Suisses ne ressemblent en rien à des pasteurs nomades mais cultivent leur sol en laboureurs appliqués ? C'est ce que

se demande l'auteur d'une brochure parue en 1800 où la valeur morale du mythe est clairement distincte de sa vraisemblance (59).

Cependant, même au niveau du stéréotype à usage extérieur, la désillusion commence à poindre. Dans ses Lettres sur quelques cantons de la Suisse..., D. Raoul-Rochette est l'un des premiers à se démarquer de la littérature idyllique. Il insiste sur l'inconfort de l'habitat des bergers et la dureté de leurs conditions d'existence. Et de conclure: "Sensibles amants de la nature qui ne l'avez encore jamais vue que dans Gessner ou qui ne la revoyez encore qu'à l'opéra, extasiez-vous sur les charmes de la vie pastorale ; transportez le bonheur dans une idylle et la volupté dans un chalet; cherchez enfin une Claudine au Montanvert et une Julie à Clarens. Mais épargnez-vous les frais du voyage, et pour trouver tout cela dans les Alpes, ne sortez pas de Paris"(60).

Incontestablement, la surenchère a conduit à l'exagération et au ridicule. C'est pourquoi, dès la fin des années 1830, l'ironie de certains auteurs contraste avec le récit de voyage de type traditionnel. Si les Impressions de voyage en Suisse d'Alexandre Dumas confinent à l'exhibitionnisme touristique, les Voyages en Zig-Zag publiés par R. Töpffer en 1844 raillent un certain ridicule du touriste mystifié par les écrits dont s'inspire son itinéraire (61). Vers le milieu du XIXe siècle, les Alpes semblent avoir cessé d'être un mythe. L'histoire de la littérature suisse de langue allemande montre la même atténuation des poncifs de l'idylle alpestre après 1830 (62).

3. La marginalisation du monde alpin durant la première moitié du XIXe siècle

Durant la première moitié du XIXe siècle, les zones de montagne subissent un processus de marginalisation indéniable. A l'écart des transformations économiques qu'amorce la mécanisation du textile, les Alpes paraissent en déclin.

Le perfectionnement des instruments de mesure statistique permet d'évaluer un certain nombre de phénomènes, démographiques notamment, dont on n'avait guère conscience auparavant. La Suisse alpine compterait quelque 350'000 habitants vers 1800, 390'000 en 1850, soit une augmentation de 11,4 %, alors que la population de tout le pays s'accroissait de 43,7 % dans le même temps (63). Or, la montagne se caractérise toujours par un bilan du mouvement naturel plus excédentaire que dans le bas. Les chiffres éclairent tout simplement un processus déjà avancé de migrations intérieures et de redistribution de la population dans l'espace au profit des régions basses.

L'Hirtenland est en crise. Les signes avant-coureurs des difficultés étaient apparus à la fin du XVIIIe siècle. Les habitants des régions de montagne commençaient à se sentir dépossédés de leur monopole: celui d'élever le meilleur bétail et de fabriquer les meilleurs fromages. Les possibilités de stabulation en plaine, grâce aux fourrages artificiels, ainsi que la déstructuration des contraintes traditionnelles de la communauté rurale donnent au paysan du bas une autonomie nouvelle. Libéré des servitudes de l'estivage, le propriétaire de bétail conserve ses vaches et leur lait. Des fromageries essaient dans le bas pays, de telle sorte que le centre de gravité de la production fromagère se déplace de la montagne vers la plaine. Bientôt, les teneurs n'arriveront plus à réunir des troupeaux suffisants. Les prix des grands fromages s'orientent à la baisse. Leur écoulement devient de plus en plus difficile face à la concurrence du bas. Les pièces de gruyère et d'emmental résistent mal aux taxes douanières dont les frappent les pays voisins (par exemple, pour le gruyère, perte des débouchés traditionnels du Piémont et de France). Résultats, la rente foncière alpestre diminue considérablement, contrastant avec la hausse des prix de location des domaines de plaine (64).

Dès lors l'image de l'économie alpestre auprès des autorités se module négativement. A la vision idyllique de la littérature s'opposent les critiques tirées d'un répertoire à tonalité classique: celui du laboureur fort de sa réussite sur les

marchés face à l'éleveur dont les produits sont moins recherchés. Le cultivateur mène une existence dure mais combien productive. La vie pastorale par contre est faite de mollesse et de désœuvrement. Vantée par les poètes, elle mérite l'anathème des économistes parce que globalement elle crée peu d'emplois comparée au travail de la terre proprement dit.

Jugées négativement, les Alpes ne sauraient susciter l'attention particulière des gouvernements. Sous la République helvétique, la passion unificatrice et moderniste avait conduit les autorités à des mesures unilatérales sans prise en considération des spécificités locales. Ainsi, la suppression brutale des droits de parcours et de vaine pâture, prise dans l'intérêt du pays céréalier, s'était avérée impraticable dans les zones herbagères où la mise au pâturage des bestiaux après les foins et regains reste indispensable à l'équilibre fourrager des exploitations. Certains députés ne se sont pas fait faute d'expliquer au législateur que l'encouragement à la culture des céréales avait des limites: aussi bien n'allait-on pas convertir les vignes vaudoises en champs de blé, à plus forte raison fallait-il traiter avec nuance les régions d'économie alpestre (65). La loi fut amendée. Dans les cantons qui légiférèrent ensuite sur ces questions, des exceptions furent tolérées pour les régions hautes.

Un tel exemple ponctuel ne doit pas faire illusion sur une éventuelle perception de disparités économiques. Si différenciation régionale il y a, c'est encore sur un mode traditionnel: on distingue des grands et des petits cantons par leur population (notamment quand il s'agit de déterminer les contingents militaires et la participation financière aux dépenses communes). Parfois apparaît la notion de cantons industriels différents des cantons agricoles. L'opposition se fonde sur l'attitude face aux problèmes douaniers. Protectionnisme des uns, libre-échange des autres. Raisonnement sectoriel plus que régional. N'est-il pas significatif que la seule référence à un traitement spécifique du monde alpestre proposée par les constituants de 1848 soit finalement gommée? La première version de loi fondamentale proposait un traitement préférentiel pour

les cantons responsables de l'entretien de routes de montagne. Cette disposition disparaît du projet définitif de Constitution d'avril 1848 (66).

Et pourtant, les régions alpines commencent à changer sous l'effet du tourisme. Töpffer est un observateur caustique qui discerne sans équivoque les prémices d'un tourisme de masse. A propos de régions encore peu fréquentées du Bas-Valais, Töpffer entrevoit comme dans un songe prémonitoire le percement de nouvelles routes, l'édification d'hôtels, l'installation d'un service postal, les guides et leur boniment ainsi que "le pâtre qui mendie", comme partout dans les Alpes. Interprète du voyageur, Jean-Luc Piveteau commente avec justesse qu' "à défaut d'avoir modifié véritablement la physionomie des lieux, l'activité touristique a déjà corrompu les hommes" (67). Le touriste, nouvelle vache à lait des montagnes en crise ! Cette découverte, on l'imagine, bouleverse les représentations habituelles de la vertu des populations. Certes, de tout temps, les voyageurs se sont plaints d'être rançonnés par les aubergistes et les transporteurs. Ce qui paraît nouveau par contre, c'est la participation de toute une population à cette sorte de parasitisme aux crochets des étrangers (Töpffer pense qu'on a dû l'"organiser"!). Parmi les mystifications usuelles, la tactique des guides inventant des dangers imaginaires pour susciter la peur chez leurs clients au point de donner l'impression qu'ils leur ont sauvé la vie pour s'arroger ainsi de généreux pourboires. Les montagnards participent désormais à cet autre poncif de l'imaginaire collectif qu'est l'âpreté légendaire des Suisses au gain. Le "point d'argent, point de Suisse" des Plaideurs de Racine.

D'autres régions des versants externes vivent au rythme de l'industrialisation. Le machinisme modifie les conditions du travail dans le textile. Dans le canton de Glaris, de multiples entreprises de filature, de tissage et d'impression du coton se développent dès 1813. Déjà en 1837, un cinquième de la population de ce canton montagnard est occupé dans le travail

des fibres et des tissus (68). D. Raoul-Rochette peut se demander, inquiet, si "la main accoutumée à tenir la navette du tisserand, saura...manier l'arc de Guillaume Tell?"(69).

La marginalisation économique des Alpes commence néanmoins d'attirer l'attention, sans qu'on en tire des consignes pour l'action. Ainsi, la problématique cantons riches/cantons pauvres se trouve contenue dans les tableaux statistiques de S. Franscini. Le barème servant à déterminer la part des cantons aux dépenses de la Confédération peut servir de base d'autant - Franscini le précise - qu'on a pris en compte "moins la population des cantons, que leur fortune et leurs ressources économiques"(70). Dix cantons faibles selon cette grille, dans l'ordre en partant des plus défavorisés: Uri, Obwald, Nidwald, Appenzell Rhodes intérieures, Schwyz, Grisons, Valais, Glaris, Zug et Tessin. La Suisse alpestre délimite presque intégralement cette énumération.

III. L'invention de la montagne convoitée

La période qui suit la mise en place de l'Etat fédéral en 1848 voit s'accélérer des processus aux racines séculaires: marginalisation des régions hautes, dérapage croissant des images mentales par rapport à la réalité vécue par les populations montagnardes. L'originalité de la seconde moitié du XIXe siècle réside dans la mise en place des premiers mécanismes régulateurs, destinés à enrayer la dégradation économique d'une partie de la Suisse dont on a vu à quel point elle était investie d'un rôle symbolique essentiel. D'espace délaissé, la montagne va devenir un espace convoité, pour des raisons économiques, sociales et culturelles dont il s'agit de mettre au jour les modalités.

1. Les séquelles d'un espace délaissé

La perception des disparités régionales semble naturelle dans un pays compartimenté par la topographie et le système

politique. En Suisse, c'est au début des temps modernes qu'il faut aller chercher les premières allusions à des clivages régionaux: opposition ville/campagne; coupure entre cantons catholiques et protestants. La première moitié du XIXe siècle insiste sur le caractère marginal des zones alpines. Par contre, la fondation de l'Etat fédéral met l'intégration au premier rang des objectifs politiques. De ce point de vue, toute l'histoire de la Suisse d'après 1848 peut s'analyser en termes d'assimilation progressive des antagonismes religieux, sociaux et régionaux. Ainsi, la Suisse moderne se bâtit sans les catholiques qu'on ralliera après coup; la démocratie référendaire s'expérimente sans les socialistes qu'il faudra ensuite convertir au système consensuel. L'Etat central manifeste des tendances centralisatrices qui se proposent de gommer les particularismes régionaux au profit d'un modèle de développement, celui du capitalisme triomphant. Paul Guichonnet ne parle-t-il pas très justement de "conquête des Alpes par la civilisation industrielle", après 1850 (71)?

Dans son étude de 1974, Jean-Luc Piveteau a bien décrit l'estompage d'une conscience des différences régionales de type économique après 1850 (72). Selon lui, la nouvelle polarisation verticale des tensions politiques internes (Confédération/cantons), en se substituant aux tensions horizontales (de cantons à cantons), entraîne un déplacement des perspectives d'articulation régionale. Cette interprétation suggestive à l'échelle demi-séculaire mérite quelques nuances dans sa chronologie. Le fonctionnement du fédéralisme rend très tôt sensible aux inégalités. Sont-elles seulement catégorielles comme le soutient cet auteur, ou faut-il y voir l'amorce d'une problématique régionale? De mon point de vue, après une phase libérale marquée de la politique fédérale allant jusqu'à la Constitution de 1874, on assiste à un interventionnisme croissant du pouvoir central dont va sortir paradoxalement la politique régionale après 1930. Dans les années 1870, l'Etat s'efforce d'améliorer les conditions de fonctionnement des mécanismes du marché grippés par la crise économique. Dès la fin du XIXe siècle, en phase de conjoncture favorable, l'Etat

intervient directement dans les domaines ferroviaires et énergétiques qui concernent de près les régions alpestres (73). Dans le même temps, par le biais des subventions à l'agriculture, la différenciation régionale va devenir principe politique.

La mise en oeuvre d'une telle politique aménagiste repose sur un mécanisme compensatoire. Pendant longtemps, la montagne délaissée a payé un lourd tribut par la détérioration du milieu naturel. Les séquelles de l'action anthropique deviennent à un certain moment menace pour les activités et les populations, menace à laquelle l'aménagement constitue en quelque sorte la réponse. Là où les sociétés traditionnelles subissaient les contraintes naturelles, les sociétés du XIXe siècle opposent le défi prométhéen. Paul Guichonnet peut discerner à juste titre, dès les années 1860, "une véritable doctrine de la restauration et de l'aménagement de la montagne"(74).

Les Alpes suisses ont été le théâtre de grandes catastrophes naturelles encore au XIXe siècle: l'éboulement du Rossberg en 1806 (457 morts), les inondations catastrophiques de 1868, l'éboulement de l'Elm en 1881 (115 morts). Indépendamment de tels événements spectaculaires, toute une série de phénomènes (ravages du vent, avalanches, chutes de pierres, affaissements de terrains, ravinement et inondations) sont attribués au déboisement des montagnes. Le déboisement devient un mythe au XIXe siècle, une sorte de "succédané scientifique de la catastrophe primitive qui a ravagé et détruit le paradis écologique"(75). Les progrès de la géologie et de l'hydrologie contribuent à la fabrication du mythe en explicitant et en théorisant les mécanismes de l'érosion, l'activité des torrents, la dégradation des bassins-versants.

Vu de la plaine et des villes, l'anarchie écologique de ce monde hostile devient inadmissible. Sans doute, les populations montagnardes ont-elles souvent abaissé ou remonté la limite des forêts au profit des pâturages. Sans doute, les

grandes entreprises de flottages ont-elles pratiqué le blanc-estoc des versants pour alimenter villes et établissements métallurgiques en bois de chauffe. Mais il y a une exagération certaine dans l'attribution au déboisement de toutes les calamités naturelles. Selon cette logique, la Confédération commande à la fin des années 1850 un rapport sur l'état des forêts de montagne. La Société des forestiers suisses (Schweizerische Forstverein) demande des mesures pour protéger les forêts et endiguer les torrents des régions de montagne. Dans la Constitution de 1874, l'article 24 confie au pouvoir central la "haute surveillance" sur la police des forêts dans les régions élevées de la Suisse. La loi de 1876 définit la notion de forêt protectrice et propose d'établir un "plan d'aménagement" (Wirtschaftsplan dans la version allemande) pour fixer le mode d'utilisation, de culture et les possibilités de production annuelle (76). La surface des forêts soumises à surveillance ne peut pas être diminuée. En 1897-98, le législateur étendra à l'ensemble du territoire de la Confédération les mesures de surveillance et de protection. Evolution significative dans la mesure où elle met en exergue les attitudes défensives des années soixante-dix face à la montagne, milieu naturel à domestiquer comme si le bas pays n'avait pas sa part à la dégradation de l'environnement.

Outre les forêts, ce sont les torrents dont les ingénieurs hydrologistes prônent l'"extinction" (Verbauung) qui font l'objet de mesures fédérales (arrêté de 1871 et loi de 1877 sur la police des eaux) génératrices de grands travaux. Ceux-ci ont pour but d'arrêter et de prévenir les glissements de terrain provoqués par les érosions du courant, donc d'empêcher la formation des charges érosives (77).

Bientôt, les montagnards eux-mêmes seront investis d'une mission aménagiste. De prédateur inconscient, le paysan des Alpes devient le garant d'un écosystème. La protection forestière doit se moduler avec une politique du pâturage et de l'économie alpestre. De telles préoccupations émergent dans les années 1850. Pour la première fois dans l'histoire contemporaine,

les Alpes sont envisagées d'un point de vue strictement économique. Joseph Schild puis Rudolf Schatzmann sont les animateurs de la Société suisse d'économie alpestre fondée en 1863. Sous son impulsion, les cantons commencent à organiser des inspections d'alpages avec des primes aux meilleurs teneurs de montagne, pour essayer de vulgariser des connaissances agronomiques dont seul le bas pays semble avoir bénéficié jusqu'alors. A la mythologie du déboisement s'ajoute celle de la diminution des surfaces agricoles utiles alpestres. Les pâturages seraient en train de disparaître de par l'incurie des mauvais montagnards. En un mot, l'Hirtenland idyllique n'existe plus! On s'attend, écrit R. Schatzmann, à de frais vallons retentissant des chants de bergers, à de beaux troupeaux paissant un tapis herbeux ininterrompu. Et voilà qu'on trouve des pâturages pierreux, des étables en ruine, des prés marécageux (78). Sous cette analyse plutôt catastrophiste se profile une utilisation nouvelle de l'image bucolique: cette dernière est en train de devenir une référence temporelle. Ainsi, R. Schatzmann pense que les contes populaires évoquant un âge d'or alpestre perdu ont un fondement historique. De plus, seule la négligence de l'homo alpinus expliquerait la décadence, à laquelle s'ajoute la complicité des chèvres "foresticides" (leurs dégâts s'avèrent particulièrement virulents dans les Grisons et au Tessin). Point n'est donc besoin de chercher des raisons dans une quelconque évolution des conditions climatiques.

Le discours sur l'exploitation forcenée des Alpes se poursuit après l'entrée en vigueur des mesures de conservation des forêts. En 1888 encore, le conseiller national A. von Planta décrit les Alpes comme haut lieu de la poésie lyrique et à la fois comme territoire prosaïque de l'économie destructrice. Cette dernière se manifeste par une chute effrayante des rendements herbagers de l'ordre de 25 à 50 % depuis 1700 (79).

S'il convient de faire la part de l'exagération dans ces cris alarmistes, il ne saurait être question de négliger la

réalité de la dégradation des pâturages alpestres. Des études récentes corroborent le phénomène. La contenance des alpages du Haut-Simmental, évaluée en fonction de leurs capacités fourragères, a chuté de 11 % du milieu du XVIIIe siècle au second tiers du suivant, celle du Hasli de 8 %. Epuisement des sols dû à la surexploitation, facteurs climatiques, transformation de pâturages en fenages, aucune des explications ne joue un rôle péremptoire (80). Une chose de sûre néanmoins, c'est qu'on assiste à l'appauvrissement généralisé des régions hautes.

2. L'intégration des régions alpines

Constater combien les Alpes sont en marge de la Suisse industrielle et urbaine ne suffit pas encore pour transformer des réactions de défense, qui consistent à préserver le bas pays des séquelles de la marginalisation, en une politique active d'intégration et de valorisation de l'espace montagnard. Le passage d'une attitude à l'autre repose sur deux types de facteurs. D'abord, il a fallu que la marginalisation paraisse intolérable. Ensuite, que l'espace alpin devienne susceptible de rentabilité à long terme. La fin du XIXe siècle et le début du nôtre attisent la conjonction des deux attitudes: d'espace délaissé, la montagne devient espace convoité (81).

La population des Alpes suisses passe de 360 à plus de 406 mille habitants entre 1850-1910 (82), soit une augmentation de 12,8 %, alors que la population suisse dans son ensemble s'accroissait de 54,2 % (de 2,4 millions à 3,7 millions d'habitants). La part de la population alpine descend de 15 à 11 % à l'échelle de la Suisse. Plus grave, - ce genre d'analyse se précise dans la première décennie du XXe siècle - , la dépopulation frappe un nombre impressionnant de communes. Mais ce ne sont pas exclusivement des communes de montagne. Le fait mérite d'être souligné. La prise de conscience de la nécessité d'agir sur la montagne procède d'une analyse plus générale mettant en exergue la situation économique des campagnes confrontées à l'essor urbain.

Ce type de raisonnement est exploité lorsque la Confédération légifère en faveur de l'agriculture. En 1882, au Conseil des Etats, un postulat invitait le Conseil fédéral à faire rapport sur la question de l'encouragement à l'agriculture, notamment dans l'intérêt de la petite propriété paysanne. Voilà une perspective sectorielle typique, apparemment sans rapport avec les zones de montagne. Dans les études qui précèdent la loi sur l'amélioration de l'agriculture de 1884, l'économie alpestre est ponctuellement mentionnée mais aucune mesure spécifique n'est envisagée (83). La loi elle-même évoque seulement les subsides à accorder à la Société suisse d'économie alpestre. Quelques propositions plus précises en faveur de la montagne, faites lors des débats aux Chambres ne sont pas entérinées. La révision de cette loi en 1893 maintient un texte très général valable pour tout le territoire helvétique. Le message à l'Assemblée fédérale justifie cette position, en expliquant comment chaque progrès agricole dans le bas pays exerce ensuite une influence salutaire sur les alpages. "En conséquence, les subventions que la Confédération alloue en faveur de l'amélioration de l'élevage du bétail ainsi que les mesures qu'elle prend dans le domaine, profitent indirectement, mais dans une large mesure, à l'économie alpestre" (84). Et le Conseil fédéral d'ajouter qu'il ne faudrait pas exagérer l'importance des problèmes de l'économie alpestre.

Dans la seconde moitié du XIXe siècle, une véritable politique régionale demeure impensable. On analyse les disparités en termes classiques, ceux des unités administratives. Petits et grands cantons d'abord, éventuellement déjà une perception plus économique lorsqu'on distingue implicitement des cantons riches et des cantons pauvres, mais la richesse est encore assimilée à des aptitudes naturelles, à la fertilité du sol. La Suisse alpestre apparaît tout au plus comme un cadre géographique, de même nature que la Suisse orientale ou la Suisse occidentale (85). Le soutien à l'agriculture procède donc d'une dynamique purement catégorielle.

Et pourtant, l'application du régime des subventions

suscite au début du XXe siècle une affirmation des disparités économiques régionales. L'analyse du phénomène dépasse le cadre assigné à cette communication, toutefois son exemplarité justifie d'en tracer les grandes lignes pour mieux saisir la pertinence des affirmations précédentes. Tout démarre avec la motion Jenny au Conseil national, le 10 décembre 1919. Le député demande de revoir dans le détail la loi de 1893, en précisant notamment que la révision devrait "tenir plus largement compte des besoins spéciaux des régions alpines" (86). Lorsqu'il consulte les cantons sur cette question, le Conseil fédéral argumente à l'aide de concepts entièrement nouveaux: celui de "cantons faibles", soit avant tout les cantons de montagne; celui de péréquation financière, puisqu'on met en cause la pratique qui subordonne le versement des contributions fédérales à l'engagement par le canton concerné de sommes équivalentes. Les cantons pauvres se trouvent par conséquent défavorisés, alors même que ce sont eux qui ont le plus besoin de la manne fédérale. Dans la pratique, la Confédération va majorer dès 1921 le taux des subventions accordées aux "cantons montagneux à ressources modestes". Quant à la loi de 1929 (qui modifie celle de 1893), elle tiendra spécialement compte des "régions montagneuses" et de la "situation difficile des petits cultivateurs". La nouvelle approche de type régional se greffe à l'ancienne de type sectoriel. Mais la prise en compte des disparités régionales est née.

S'il a paru essentiel d'insister sur les aspects environnementaux et agricoles de la politique territoriale en Suisse, il ne faudrait pas négliger non plus les moyens spectaculaires de l'intégration de la montagne alpine à l'économie industrielle. En effet, la fin du XIXe siècle et le début du XXe siècle voient fleurir ce que l'on considérera par la suite comme des solutions mythiques à la survie des régions de montagne: révolution de la houille blanche, petites zones industrielles en milieu rural, tourisme providentiel (87). Les moyens de communication moderne, les routes et surtout les chemins de fer ont hiérarchisé le trafic alpin et accéléré la grande

migration des montagnards vers le bas. Le chemin de fer, pourvoyeur de céréales étrangères, hâte la spécialisation du Moyen-Pays suisse à l'élevage, en uniformisant le paysage helvétique désormais pays pastoral au sens des stéréotypes du XVIIIe siècle (300'000 ha de céréales vers 1850, 110'000 seulement en 1914 pour l'ensemble du territoire suisse). Une telle évolution s'opère naturellement au détriment des zones de montagne. A propos du rail, P. Guichonnet rappelle que les Alpes "ont communié avec ferveur dans le mythe ferroviaire, véhicule du progrès et multiplicateur des richesses"(88). Outre le problème de l'établissement de grandes lignes à travers les Alpes avec le percement d'ouvrages audacieux, c'est l'ascension des montagnes par la voie ferrée qui caractérise la fin du XIXe siècle. Pour ouvrir les régions hautes au tourisme, la technique de la crémaillère, inventée par un ingénieur bâlois, fut décisive. Les locomotives grimpent des rampes vertigineuses au Righi (1871), au Gornergrat (1898), au Jungfraujoeh (1912) pour citer quelques exemples célèbres.

A la Belle Epoque, le tourisme tend à devenir une branche de l'économie montagnarde. L'hôtellerie rentabilise l'image mythique des Alpes: quelque 1000 établissements en 1880, 3585 en 1912 ! (89). Les stations de la "première génération" se vouent au séjour d'été d'une société élitaires, bourgeoise et aristocratique. Les localisations préférentielles des aménagements, dans le pourtour des grands massifs, touche encore peu les villages traditionnels. Quant aux effets induits de l'hydroélectricité, ils demeurent eux aussi ponctuels. L'équipement des vallées alpines ne fait que s'amorcer au début du XXe siècle. Quelques réalisations d'envergure permettent la naissance de l'électrochimie et de l'électrometallurgie. Le cas du Valais illustre bien le processus. Restée à l'écart de la "révolution industrielle", la vallée du Rhône découvre la force hydraulique à la fin du XIXe siècle: la première concession est accordée en 1890, il y en aura 93 en 1910 ! L'industrie chimique démarre à Viège, Gampel et Monthey. La fabrique d'aluminium de Chippis s'installe en 1905 (90). Pourtant, globalement, les cantons de montagne restent sous-industrialisés

-33-

en concentrant 6% des ouvriers de fabrique de Suisse, alors qu'ils représentent 10% de la population en 1918. Ces mêmes cantons disposent de 38 % des forces hydrauliques utilisées à l'époque. L'énergie électrique est en grande partie transférée vers le bas pays.

L'espace montagnard se trouve ainsi intégré dans la logique technocratique de la civilisation industrielle, dès avant 1914. Le phénomène s'accéléra dans l'entre-deux-guerres avec la construction des grands barrages puis avec l'urbanisation de la montagne au temps du tourisme de masse. Élément de la politique territoriale, la montagne est investie d'un rôle nouveau: celui de rentabiliser des équipements coûteux, celui de participer au développement économique de l'ensemble du pays. De même que les pâturages aux XVIIe-XVIIIe siècles suscitaient les entreprises spéculatives de l'aristocratie urbaine, les ressources hydrauliques et les sites touristiques attisent la convoitise des détenteurs bourgeois de capitaux. Ce renversement de perspective sur la fonction économique de l'espace correspond à une image nouvelle des Alpes dont il s'agit maintenant de délimiter les contours.

3. La grande mise en scène des Alpes

Ce ne sont pas seulement les capitaux qui investissent les Alpes au seuil du XXe siècle, mais aussi des systèmes élaborés de représentations sociales attribuant au monde alpestre un rôle symbolique essentiel. Ces représentations, projetées de l'extérieur sur le monde alpin, ont des conséquences profondes sur la manière dont les alpins eux-mêmes perçoivent leur marginalité et leur dépendance d'une part, leur rapport aux valeurs véhiculées par les initiateurs de la modernisation d'autre part. L'intégration économique a comme corollaire une certaine perte d'identité dont les populations de montagne subissent les premiers effets à la fin de la période étudiée.

La seconde moitié du XIXe siècle affirme avec constance

un objectif d'unification politique et économique auquel adhère la classe politique dans son ensemble, quoiqu'elle soit divisée sur les formes et le contenu exact du projet. Pour la première fois dans l'histoire du pays, la masse de la population adopte la nouvelle représentation collective de la patrie suisse. Vécus de l'intérieur, les stéréotypes anciens gagnent une force nouvelle alors même que le fonctionnement symbolique des images est clairement maîtrisé. Le consensus s'opère sur l'historicité des clichés de la vie pastorale et de la Suisse terre de liberté et de démocratie.

Ainsi, explique J. M. Ziegler, auteur en 1858 d'une des premières études de géographie économique de la Suisse, est-on frappé en regardant la carte de l'étendue de la zone alpine. Ce constat s'accompagne automatiquement d'associations du genre "riches pâturages" et "bétail prospère". Ce fut autrefois la norme. Or, poursuit l'auteur, durant la période récente, ce sont les villes et les activités urbaines qui ont marqué l'évolution économique du pays. Ziegler évoque alors la localisation préférentielle des activités modernes dans le Nord de la Confédération et la marginalisation économique des Alpes (91). La vision alpinocentriste de l'histoire est également utilisée par J. Schild pour promouvoir le renouveau d'une économie alpestre dont la Suisse est en quelque sorte le berceau. Les vieux Suisses n'étaient-ils pas un peuple de bergers ? (92).

L'historicité du mythe pastoral se trouve donc réaffirmée à un moment où la critique positiviste chasse de l'histoire nationale l'existence réelle d'un Guillaume Tell par exemple. Une exigence qui fit l'effet d'"un véritable scandale" dans la Suisse d'après 1848, comme le rappelle Jean-François Bergier (93). Or ce sont les hommes, les héros dont on remet en cause l'existence, mais pas l'environnement. La Suisse radicale contribue, à l'instar de la IIIe République en France, à révéler des lieux de mémoire parmi lesquels les sites naturels conservent une place originale.

Son atavisme alpin donne à la Confédération une mission, celle de promouvoir la culture et les moeurs alpestres, notamment par une meilleure connaissance du milieu naturel. L'argument est utilisé par A. von Planta, défenseur de la forêt et du reboisement (94). De plus, les motivations d'ordre éthique sont constamment évoquées lorsqu'il s'agit d'action sur l'espace montagnard. Cette insistance est l'un des aspects les plus originaux de la période. Jules Michelet a largement participé à cet élan en proposant une vision initiatique des sommets (95). Le nouvel engouement sportif pour la conquête des Alpes procède d'une vision prométhéenne des choses. Si les récits d'ascension publiés sous les auspices des Clubs alpins (le club suisse est fondé en 1863) deviennent très techniques, ils insistent toujours sur la valeur morale de la maîtrise de soi, dont témoigne l'alpiniste. D'une manière plus générale, l'oeuvre d'Eugène Rambert nous semble faire la synthèse du consensus alpin. L'alliance entre les cantons, explique cet auteur, est inscrite dans les grandes lignes du relief. Il suffit de regarder la carte topographique (dont il souhaite trouver un exemplaire dans chaque école): "La nature avait préparé les voies à l'histoire, ...les Suisses étaient prédestinés à avoir trois patries: la commune, le canton, l'alliance" (96). La Confédération s'est construite en direction du Nord et de l'Ouest. L'attirance du Sud aurait été moins sensible parce que les Alpes y "tombent assez brusquement vers des plaines trop basses, trop chaudes, trop uniformes". Aux Alpes, le pays doit aussi sa constitution démocratique, sa force de résistance contre l'étranger. Elles sont refuge et barrière: "S'il nous arrivait d'être vaincus dans la plaine, nous pourrions y prolonger la lutte et y réparer un premier échec". Enfin, les Alpes sont terre d'égalité: "Impossible d'y être très riche, à cause des modiques ressources du pays; impossible d'y être très pauvre, parce que la vie y est telle qu'il suffit d'y habiter quelques temps pour apprendre à se contenter de peu". Qu'on me pardonne de longues citations: celles-ci démontrent parfaitement le processus d'intégration, par les Suisses eux-mêmes, de l'association Alpes-Nation dont les révolutionnaires français s'étaient fait les chantres. Quelles sont les modalités du phénomène dans les divers domaines de la vie sociale?

Que ce soit en littérature ou en peinture, l'espace montagnard inspire plutôt des oeuvres médiocres après 1850 (97). La gravure véhicule l'anecdotique et les souvenirs pour touristes. La peinture de paysage s'attache à inscrire l'histoire nationale sur fond alpestre et fabrique des scènes de genre campagnardes. Les artistes se conforment au goût du public en ignorant largement les bouleversements économiques de leur temps. Ce sont les paysages à l'écart de la civilisation industrielle, épargnés par la mécanisation qui confortent l'esthétique du XIXe siècle et ses canons en matière de beau. La nostalgie des paysages vierges compense ce que l'urbanisation et l'industrialisation comportent d'agressif et de répétitif. Les Alpes jouent naturellement un rôle privilégié quoique non exclusif dans cette vaste mise en scène symbolique.

L'exemple des grandes expositions nationales et internationales, qui se succèdent depuis 1851, pose en termes complexes la dialectique tradition/modernité dans l'image que la Suisse se donne d'elle-même et se propose de donner à l'extérieur. Lors de l'exposition universelle de Londres en 1862, l'objectif de la participation helvétique est de faire connaître les produits industriels pour ouvrir éventuellement de nouveaux débouchés aux exportations. Dans un ordre d'idées semblable, la première exposition nationale de Zurich en 1883 insiste surtout sur les aspects modernistes de l'industrie suisse. La conquête des Alpes est évoquée par l'art de l'ingénieur capable d'ouvrir des passages au chemin de fer (la ligne du Gothard vient d'être inaugurée en 1882). Mais déjà, les motifs traditionnels ne manquent pas: un pavillon en bois témoigne du succès de ce style chalet suisse qui donne le ton à la construction des gares et des auberges. Le pavillon du Club alpin, une cabane de montagne, le monument à Salomon Gessner, ainsi que les motifs alpestres à la Kunsthalle (Guillaume Tell, le petit pâtre et son troupeau, le cor des Alpes) contribuent à une mise en scène encore ponctuelle des stéréotypes nationaux (98). A Paris en 1889, dans un contexte politique difficile puisque les puissances monarchiques répugnent à participer officiellement à la célébration de la Révolution, la Suisse expose d'abord ses réussites technologiques.

Survient la deuxième exposition nationale en 1896, où la mise en scène alpestre passe pour le clou de la manifestation. A côté du spectacle urbano-industriel de la Suisse triomphaliste, les promoteurs de Genève 1896 ont cherché à créer sous les apparences d'un village suisse entièrement reconstitué "un tableau de notre vie alpestre et pastorale", "symbole même de notre patrie suisse qui a résolu le problème difficile de se constituer en une forte unité" (99). L'idée d'une reconstitution n'est pas neuve. D'autres grandes expositions l'avaient fait avant Genève: à Turin en 1884, un château-fort et un bourg médiéval; à Paris en 1889, la Bastille. Ce qui est singulier à Genève, c'est le choix résolument rural de la représentation. Le visiteur pénètre d'abord dans la rue principale d'une petite ville type nord-est de la Suisse avant de tomber sur la place d'un village où se côtoient les bâtiments les plus typiques des campagnes helvétiques. Il gagne ensuite la partie alpestre proprement dite avec sa montagne de plâtre, ses chalets et ses vaches. Finalisé sur la montagne, le Village suisse met en scène toute la vie rurale et ses aspects jugés "authentiques". Mais les visiteurs ne s'y sont point trompés eux qui ont, à l'évidence, assimilé le village avec un village de montagne, la vraie Suisse avec la montagne (100). Et la statue du sculpteur Iguel, à l'entrée principale de l'exposition renforce encore cette impression. A Zurich en 1883, on eut droit à l'effigie d'Helvetia. A Genève 1896, c'est un "Génie suisse", sous les traits d'un jeune pâtre, en costume d'armailles. Moins banale qu'il n'en paraît, cette promotion du berger au sacerdoce de figure nationale ! Elle marque l'aboutissement d'un cycle. Alors qu'au XVI^e siècle, on prêtait un caractère peu viril aux montagnards parce qu'ils soignaient le bétail et fabriquaient des produits laitiers, une tâche d'habitude laissée aux femmes, voici à la fin du XIX^e siècle, le berger, éphèbe vigoureux, élevé au rang de symbole national !

En définitive, tout le Village suisse prend figure de vecteur de l'unité nationale. Bernard Crettaz le relève. En donnant de la Suisse une image éloignée de la réalité, le Village rassemble les Suisses de toutes les classes en une "grande

famille". Dès lors, par sublimation des différences, il devient un "pur produit de la colonisation helvétique de la campagne et de la montagne" (101).

On pourrait ergoter sur les termes et préférer parler d'intégration plutôt que de colonisation. Quoi qu'il en soit, le sortilège a joué dans le même sens aux expositions nationales de Berne en 1914 (avec un village à but didactique) et à Zurich en 1939 (le Dörfli, rassembleur devant les menaces de la guerre). Par contre, le Village suisse de l'Exposition universelle de Paris en 1900 demeure très éloigné de ce modèle. D'abord, il s'agit d'une entreprise spéculative privée: créer à Paris une attraction rentable. Ensuite, le Village n'a rien à voir avec la délégation officielle. D'ailleurs, il est édifié en dehors du périmètre de l'Exposition. Et la Gazette de Lausanne se sent obligée de reprendre des articles du journal français Le Siècle, qui s'efforcent d'expliquer au touriste plein de préjugés que la vraie Suisse est un pays industriel, le premier exportateur du monde. La population agricole y est moins importante que la population industrielle, les glaciers et montagnes stériles occuperaient une surface moindre que le sol productif (102). Ces réflexions prouvent à quel point la mise en scène de Genève était destinée à un usage interne. Le Village doit se comprendre dans le contexte politique de la fin du siècle: le consensus helvétique tellement célébré est loin d'être encore une réalité. D'autres symboles unitaires sont érigés au même moment. Parmi eux, la création d'un Musée national suisse en 1891, l'officialisation de la fête nationale (fixée au 1er août en 1899 seulement) (103).

Autour du Village suisse de 1896, s'épanouit un courant artistique dont la devise serait selon Alfred Berchtold, "Art, Montagne et Patrie" (104). Le festival créé par Emile Jacques-Dalcroze et Daniel Baud-Bovy (Poème alpestre) pour l'exposition en est la manifestation la plus achevée. L'ambition de promouvoir des formes nationales d'expression trouve (enfin!) une veine de qualité, à défaut de chefs-d'oeuvres, en appliquant la maxime du poète romand Juste Olivier (1804-1876): "Un génie est caché dans tous les lieux que j'aime". Pourtant, le traducteur le

plus original de l'helvétisme, le peintre de la montagne et de l'histoire Ferdinand Hodler situe son oeuvre créatrice fort loin du pittoresque vaguement sentimental et nostalgique qu'exprime globalement l'exposition de 1896 (105). D'abord mal compris du public, Hodler participe à ces avant-gardes qui, par la force des choses, se coupent des masses. C'est pourquoi, son influence sort du cadre de cette communication. Indéniablement, à l'instar de A. Böcklin ou de G. Segantini à la même époque, Hodler a dégagé la peinture alpestre des conventions de l'académisme réaliste et ouvert ainsi la voie à l'art contemporain.

Dans un tout autre domaine, celui de la géostratégie, s'affirme également une valorisation nouvelle de la montagne. La phrase de F. Ratzel définissant la Suisse comme le seul pays d'Europe dont chaque mille carré du territoire est déterminé par les Alpes relève d'un état d'esprit fréquent dans la littérature géopolitique (106). Je prendrai ici brièvement le cas des conceptions stratégiques dont l'évolution est significative. L'idée du "réduit national" alpin est présente dans la stratégie des officiers suisses déjà au début du XIXe siècle. Ils conçoivent alors les Alpes comme une position de repli pour l'armée, comme le dernier bastion de l'indépendance nationale. Néanmoins, les mesures pour la défense des frontières forment l'essentiel du dispositif militaire jusque vers 1860. A ce moment-là, les stratèges commencent à débattre la notion de "point central" qu'il s'agirait absolument de couvrir contre toute entreprise ennemie. Peu à peu, l'idée du réduit va l'emporter sur celle des partisans d'une défense en plaine (107). Dans les années 1880, un vaste programme de fortifications centré sur le Gothard met les Alpes au coeur du dispositif militaire helvétique (108). Beaucoup plus que d'un simple verrouillage des passages alpestres, voici donc une stratégie de défense totale dont la réalisation demeure encore imparfaite durant la période étudiée. Par les ouvrages du génie, par le camouflage des canons derrière des rochers de ciment, l'armée participe à la mise en scène des montagnes.

4. Les effets d'une nouvelle sensibilité écologique

La montagne alpine non seulement unifie mais s'érige encore en conservatoire des valeurs nationales. La fin du XIXe siècle voit naître une nouvelle sensibilité écologique. Le phénomène n'a rien de strictement alpestre, bien que les Alpes paient un lourd tribut à l'"enlaidissement" du paysage comme on disait alors, notamment dans les vallées touchées par l'urbanisme anarchique des grands hôtels. Pour les pionniers de la protection des paysages, la "vraie Suisse" est celle des "petites villes calmes ou des paisibles campagnes". Le pittoresque ne réside pas seulement dans les Alpes et le chalet n'est pas le seul genre architectural du pays (109). On aurait donc tort d'imaginer tous les Suisses communiant béatement au mythe alpinocentriste. Le mouvement environnementaliste naissant se démarque du schéma de sensiblerie pastorale en vogue auprès des touristes et du grand public. Certains intellectuels refusent d'assimiler la conscience nationale à un Festspiel patriotique, "où nos ancêtres ressuscités se distribuent entre eux de grands coups d'épées et de hal-lebardes" ou à des scènes bucoliques alpestres (110). La clairvoyance d'une élite intellectuelle n'empêche pas, dans le concret, que la Ligue pour la conservation de la Suisse pittoresque (Heimatschutz), fondée en 1906, trouve son premier souffle dans la lutte contre la manie des chemins de fer de montagne (en empêchant par exemple l'édification d'une voie ferrée au Cervin) et dans la résistance aux grands projets hydroélectriques (dans les vallées alpines mais aussi au fil du courant des grands fleuves).

Nos sommets ne sont pas à vendre ! Tel est le slogan. "Le sol de nos plus hautes montagnes est un sol sacré, qu'il ne faut approcher qu'avec respect, afin d'y accueillir dans nos âmes l'austère leçon de notre bon génie, la liberté !" (111). Les Alpes et la patrie servent ainsi de prétexte à l'intervention territoriale. Parce qu'elle échappe encore à l'emprise urbaine et industrielle, la montagne devient norme aménagiste. Cet aspect de l'intégration alpestre trouve en Suisse un premier

aboutissement dans les articles 702 et 703 du Code civil de 1907, qui abordent de manière très générale, parmi d'autres thèmes, celui de la protection des sites. A la limite, on débouche sur une conception des Alpes-Musée, conservatoire des traditions. Les jardins botaniques alpins (le premier est inauguré en 1889) et le Musée alpin suisse ouvert en 1905 ont pour but de maintenir dans la population le sens et l'amour du milieu montagnard. Il importe aussi de le défendre contre l'emprise des étrangers. Cette motivation sert de support à l'initiative de la Société suisse des sciences naturelles (Schweizerische Naturforschende Gesellschaft) qui demande au Conseil fédéral en 1906 de "sauver de la destruction imminente, la nature primitive de la Suisse, menacée par l'industrie et l'invasion des étrangers". Curieusement, les discussions qui entourent l'élaboration de l'arrêté fédéral créant le Parc national suisse en Basse-Engadine (3 avril 1914) en restent à une conception très traditionnelle du rôle des Alpes (112). La permanence des solitudes alpestres menacées par les hardiesses de l'industrie humaine (l'"enferrement" des sommets par le rail) impose qu'on s'intéresse à sauvegarder le visage de la "patrie aimée". Mais il y a plus. La disparition de la faune et des edelweiss fait prendre conscience que la Suisse d'il y a un siècle, voire même celle de Töpffer, de Jeremias Gotthelf et de Juste Olivier (leurs noms sont cités au Conseil national) a disparu.

La réaction esthétisante de la fin du XIXe siècle, conjuguée avec une idéologie nationaliste affirmée, débouche sur des prises de position de nature politique. L'aspect passéiste des inventeurs de la protection du patrimoine paysager rejoint les préoccupations des nostalgiques d'un certain ordre agraire. Sans doute n'est-il pas fortuit que les socialistes suisses, plus tard chantres de l'environnement, rechignent à subventionner le Parc national. L'explicitation du contenu idéologique des stéréotypes bucoliques marquera l'entre-deux-guerres, soit une nouvelle période de l'histoire des représentations sociales.

Evoquer la fondation en 1914 de la Nouvelle Société helvé-

tique pourrait tout naturellement servir de conclusion à mon propos, en tissant le lien avec l'analyse liminaire de cette contribution: j'y faisais état des activités de la société homonyme du XVIIIe siècle. Les promoteurs de 1914 éprouvent le besoin de rajeunir l'idéal national, de rompre avec le "patriotisme sentimental, évocateur de paysages de montagnes"(113). Etre patriote, ce n'est pas seulement "vivre dans un chalet ou évoquer l'Oberland en plein Genève" ! Pour la Nouvelle Société helvétique (NSH), le nouveau patriotisme devrait résoudre les problèmes sociaux et politiques. Peu importe ici le discours conservateur et ultranationaliste que diffuse la NSH. L'essentiel est que l'image de la montagne mérite réévaluation à la veille de la guerre. Nous entrons dans une histoire différente.

La charge idéologique et émotionnelle du territoire change donc. Les alpins eux-mêmes ne sont plus, au début du XXe siècle, ce qu'ils étaient avant 1850. L'harmonie existante, de la pratique de l'espace (les usages du territoire) à ses représentations symboliques, tend à disparaître. Entre le paysan de montagne et son sol, il régnait des rapports vécus intensément: la terre signifiait le travail, la famille, les joies et les peines, la patrie aussi. Au XVIIIe siècle, c'était de l'extérieur, de l'étranger qu'on pensait le monde alpin, la montagne qu'on s'invente. Peu à peu, selon un processus d'acculturation typique, les alpins sont amenés à se penser comme différents, à s'inventer une identité de marginalisés, d'assistés par les subsides fédéraux, en un mot à interioriser les schémas projetés sur eux de l'extérieur. A ce moment, l'espace montagnard commence à se déstructurer. La terre perd sa valeur de symbole d'une civilisation agraire acharnée, pour devenir une marchandise que l'on convoite de l'extérieur toujours. Le paysage se banalise en important les usages du bas pays. Pendant des siècles, explique le sociologue Pierre Sansot, la permanence du paysage a contrasté avec l'éphémère de notre propre durée (114). Le paysage se disloquant, l'identité des habitants s'en trouve menacée (115). Contaminés par le touriste qui vient dans les villages à la recherche de l'ancien, de l'authentique, les paysans commencent à regarder d'un autre

oeil leur propre environnement. Une esthétique d'origine urbaine préside peu à peu à la mise en scène du cadre de vie (116). L'activité touristique introduit la division du travail et les horaires. Elle dissocie l'agriculteur de sa terre. Le travail en fabrique de l'ouvrier-paysan, obligé parfois à de longs déplacements pour joindre l'usine implantée à l'entrée de sa vallée (117), modifie le rapport de l'homme à sa montagne. C'est un économisme primaire qu'introduit le travail salarié dans la société paysanne. Il transforme les montagnards en consommateurs (118). Les nouveaux comportements induits du décloisonnement par les moyens modernes de transport s'observent dans le choix des conjoints. L'endogamie stricte des sociétés anciennes se relâche (119). La transformation de l'espace montagnard en simple support d'activités interchangeables va de pair avec la convoitise qu'il suscite.

La banalisation du statut d'habitant des Alpes ne fait que commencer en ce début de XXe siècle, mais elle s'inscrit dans la logique d'une évolution amorcée au siècle des Lumières. Longtemps décalée par rapport aux projets de la société globale, la société alpine s'y intègre peu à peu. Représentations sociales et organisation du territoire évoluent de manière asynchrone dans l'histoire. L'image produite de manière concertée a précédé l'action aménagiste volontaire sur la montagne. Les physocrates passionnés de grande culture ou les mercantilistes attentifs à la centralisation des activités n'ont que faire de l'espace montagnard. Qu'on le laisse aux originaux oisifs: ils commencent d'arpenter les vallées à la recherche de populations authentiquement bucoliques qui n'auront en définitive d'autre existence que littéraire. Plus tard, la montagne embarrasse les tenants du libéralisme économique parce qu'elle entrave le fonctionnement des mécanismes du marché. Et pourtant, les Alpes sont déjà investies de fonctions symboliques essentielles (la beauté, la liberté, la vie saine, la puissance vierge de la nature). Les artistes l'ont compris avant que ne démarre la phase d'exploitation systématique de ces valeurs.

La seconde moitié du XIXe siècle réunit sur un vaste projet

d'unité territoriale et économique les représentations sociales et les interventions ponctuelles par lesquelles la société bourgeoise corrige, s'il y a lieu, les effets négatifs de la croissance économique moderne. Mise en scène ou normalisation de l'espace alpin, connivence nouvelle de l'imaginaire collectif et des besoins de la société globale, cette fois-ci le mythe a atteint sa plénitude de fonctionnement. La montagne s'est vu assigner un rôle. Elle le joue pour les populations des villes et des plaines. Le montagnard y laissera son identité.

Notes et références

- 1) Fernand Braudel: La Méditerranée et le monde méditerranéen à l'époque de Philippe II. Troisième édition. Tome premier. Paris 1976, p. 188.
- 2) Claude Raffestin: "Les routes et les transports routiers dans l'arc alpin", in Le Alpi e l'Europa. T. III. Bari 1975.
- 3) Sur ce thème, consulter l'approche modèle de l'aménagement actuel que constitue le livre de Jean-Paul Guérin: L'aménagement de la montagne en France. Politiques, discours et productions d'espaces dans les Alpes du Nord. Gap 1984.
- 4) P.C. Bener et D. Schmid: L'invention du Paradis. Lausanne 1984. Il s'agit d'un livre-spectacle où l'enchaînement parfaitement réussi des documents historiques et de la fiction évoque les rapports ambigus de la grande société européenne avec la montagne suisse au XIXe siècle.
- 5) Sur ce sujet, le meilleur guide est Paul Guichonnet: "L'homme devant les Alpes", in Histoire et Civilisations des Alpes. Tome 2. Toulouse et Lausanne 1980, p. 169-248.
- 6) A. Ruchat: Les Délices de la Suisse. Leyde 1714.
- 7) Voir par exemple Jean Escarra: "La montagne dans la littérature avant l'alpinisme", in La Montagne (sous la direction de M. Herzog). Paris 1956, p. 382-291.
- 8) Bernardin de Saint-Pierre: Voyage à l'Isle de France. Tome 2. Paris 1773, p. 227.
- 9) Sur la perception de l'espace au XVIIIe siècle, voir François Walter: "Perception des paysages, action sur l'espace: la Suisse au XVIIIe siècle", in Annales E.S.C., No 1, 1984, p. 3-29.
- 10) E. Gibbon: "Journal de mon voyage dans quelques endroits de la Suisse 1755", in Miscellanea Gibboniana. Lausanne 1952.
- 11) Les recherches de Anne Radeff sur Lausanne au XVIIe siècle mettent en cause ce type classique d'interprétation et propose une vision originale de l'espace lausannois à l'aide de la théorie des noyaux régionaux. Voir A. Radeff: "Cercles ou noyaux ? Les espaces lausannois au XVIIe siècle", in Revue suisse d'histoire, 34 (1984), p. 69-86.
- 12) Numa Broc: Les Montagnes vues par les géographes et les naturalistes de langue française au XVIIIe siècle. Paris 1969, p. 56-62.
- 13) P. Guichonnet: Op.cit.
- 14) A. Smith: Recherches sur la nature et les causes de la richesse

des nations. Tome 3. Livre 5 et chapitre 1. Cité d'après l'édition Paris 1801. Pour la problématique en général, voir R.L. Meak: Social Science and the Ignoble Savage. Cambridge 1976.

15) "In the beginning all the World was America !" écrivait John Locke. Cité par R.L. Meak: Op.cit.

16) François Robert: Voyage dans les XIII Cantons suisses, les Grisons, le Valais et d'autres pays et Etats alliés, ou sujets des Suisses. T.1 et 2. Paris 1789. Sous "le joug autrichien", écrit Robert, Altdorf ne comptait qu'"une douzaine de huttes de pasteurs"! Voir aussi Carl Marchese von Grosse: Die Schweiz. Halle 1791, p. 37.

17) "Discours sur la manière dont les jeunes Suisses doivent voyager dans leur patrie", in Le Conservateur suisse, T. 3, 1813. Les jeunes voyageurs, écrit-il, ne "manqueront pas de visiter avec soin une de ces vallées romantiques et solitaires, où, séparée du reste de l'univers par une barrière que la corruption n'a pu encore franchir, une peuplade de bergers vous ramène de trente siècles en arrière vers les moeurs et les temps des patriarches" (p. 246-247). Le discours date de 1795.

18) Lettres de M. William Coxe à M. W. Melmoth sur l'état politique, civil et naturel de la Suisse. T. 2. Paris 1782, p. 53: L'habitant du Valais "s'est éloigné de plus en plus des moeurs de la race de pasteurs à laquelle il appartenait, et qui subsiste encore sur la croupe septentrionale de la même chaîne de montagnes". Ramond distingue le "berger suisse" du "berger valaisan".

19) J.-J. Rousseau: "Discours sur les sciences et les arts...", in Oeuvres complètes. T. 2. Paris 1971, p. 55-56 (L'Intégrale Seuil)

20) Lettres de M. William Coxe..., p. 150.

21) J.-A. Deluc: Lettres physiques et morales sur les montagnes... La Haye 1778.

22) Voir le recueil de textes intitulé Essais sur l'esprit de la législation favorable à l'agriculture, à la population, au commerce, aux arts, aux métiers... T. 1 et 2. Paris 1766.

23) Pour un exposé général, voir A. Niederer: "Economie et formes de vie traditionnelles dans les Alpes", in Histoire et Civilisations des Alpes. T. 2, p. 5-90.

24) H. Ruesch: "Die Demographie der Alpen zwischen 1650 und 1850", in Histoire des Alpes. Perspectives nouvelles. Basel/Stuttgart 1979, p. 159-180. On trouvera un exemple d'agriculture intra-alpine dans Jon Mathieu: "Zur Wirtschafts- und Sozialgeschichte des Unterengadins von 1650 bis 1800", in Bündner Monatsblatt, 1984, p. 37-58.

25) Consulter la thèse toujours fondamentale de R. Bircher: Wirtschaft und Lebenshaltung im schweizerischen Hirtenland am Ende des 18. Jahrhunderts. Zürich 1938.

- 26) A. Marty: Die Viehwirtschaft der Urschweiz und Luzerns, insbesondere der Welschlandhandel 1500-1798. Lachen 1951. W. Bodmer: "L'évolution de l'économie alpestre et du commerce de fromages du XVII^e siècle à 1817 en Gruyère et au Pays d'Enhaut", in Annales fribourgeoises, 48 (1967), p. 5-162. Dans sa thèse, A. Zurfluh montre que la mentalité capitaliste et le profit sont étrangers aux paysans d'Uri, ce qui ne me semble pas être le cas pour les autres régions de l'Hirtenland avant 1800, notamment à l'échelle des notables décideurs. Cf. A. Zurfluh: Une population alpine dans la Confédération. Uri aux XVII^e et XVIII^e siècles: démographie et mentalités. Nice 1983.
- 27) H. Ruesch: Lebensverhältnisse in einem frühen schweizerischen Industriegebiet. Basel 1979. E. Dürst: Die wirtschaftlichen und sozialen Verhältnisse des Glarnerlandes an der Wende vom 18. zum 19. Jahrhundert. Glarus 1951.
- 28) U. Bräker: Le pauvre homme du Toggenbourg. Lausanne 1978.
- 29) Déjà W.A.B. Coolidge (Les Alpes dans la nature et dans l'histoire. Lausanne/Paris 1913) faisait une remarque dans ce sens.
- 30) Sur les concepts de dépendance et de symbiose, la mise au point de J.-F. Bergier: "Les rapports économiques et sociaux entre les villes et la campagne en Suisse au cours des temps modernes", in Fribourg: Ville et territoire. Fribourg 1981, p. 42-59.
- 31) V.B. Tscherner: Dictionnaire géographique, historique et politique de la Suisse. Neuchâtel 1775 à l'article Suisse.
- 32) Goethe a voyagé en Suisse en 1797. Lire un commentaire dans le remarquable ouvrage de A. Günther: Die Alpenländische Gesellschaft als sozialer und politischer, wirtschaftlicher und kultureller Lebenskreis. Jena 1930, p. 70.
- 33) R. Labhardt: Wilhelm Tell als Patriot und Revolutionär 1700-1800. Wandlungen der Tell-Tradition im Zeitalter des Absolutismus und der französischen Revolution. Basel 1947.
- 34) L'ouvrage de Frei est fondamental pour toute approche historique du sentiment national. D. Frei: Die Förderung des schweizerischen Nationalbewusstseins nach dem Zusammenbruch der Alten Eidgenossenschaft 1798. Zürich 1964.
- 35) F. de Capitani: "Vie et mort de l'Ancien Régime 1648-1815", in Nouvelle Histoire de la Suisse et des Suisses. T. 2. Lausanne 1983, p. 154.
- 36) Sur ce thème, François Walter: Op.cit., p. 12-15.
- 37) U. Im Hof: "Das neue schweizerische Nationalbewusstsein im Zeitalter der Vorromantik", in Préromantisme en Suisse? 6^e Colloque de la Société suisse des sciences humaines. Fribourg 1982, p. 191-215.
- 38) Sur tout ce thème, D. Frei: Op.cit. Certaines populations rurales en viennent à croire que le personnage de Tell est à

mettre au crédit de la Révolution française.

39) J. Strickler: Actensammlung aus der Zeit der Helvetischen Republik (1798-1803). Berne 1886-1905. T. III, p. 253-254.

40) C'est dans ce sens qu'il faut interpréter la maxime du doyen Philippe Sirice Bridel: "Ex Alpibus Salus Patriae". Affligé par l'invasion française, Bridel s'était réfugié dans ses chères Alpes jugées inexpugnables.

41) Ces remarques s'inspirent des documents rassemblés par J. Strickler: Op. cit., spécialement T. I, p. 550, 569; T. IV, p. 1283, 1296-97.

42) Au fond seule la Valteline est distraite de l'ensemble qui correspondait au XVIIIe siècle à l'image géographique de la Suisse dans les mentalités collectives.

43) Il faut lire l'article essentiel de E. Dürr: "Urbanität und Bauerntum in der Schweiz. Ihr Verhältnis von 1798 bis heute", in Die Schweiz. Ein nationale Jahrbuch 1934. Zürich 1934.

44) Protocole des Délibérations de la Commission chargée le 16 août 1847 par la Haute Diète fédérale de la révision du Pacte fédéral du 7 août 1815. Rédigé par le Secrétaire de la Commission Schiess.

45) Calculé d'après F. Blaser: Bibliographie der Schweizer Presse. Basel 1958. La proportion atteint 1 % entre 1848 et 1914.

46) P. Guichonnet: "L'homme...", p. 212.

47) J.P. Bozonnet distingue des représentations mythiques de la montagne et des images historiques dans lesquelles il met l'agression prométhéenne et la fonction régénératrice. Voir J.P. Bozonnet: La perception de l'espace montagnard. Grenoble 1977.

48) Jean Viard: Penser les vacances. Essai. Editions Actes Sud 1984, p. 29-30.

49) C. Lacoste-Veysseyre: Les Alpes romantiques. Le thème des Alpes dans la littérature française de 1800 à 1850. Genève 1981, p. 101.

50) Ibid., p. 186.

51) Ibid., p. 308. Elle cite l'exemple significatif du poème de J.M.L. Augier paru en 1832 avec pour titre: "La Liberté ranimant les cendres de Guillaume Tell sur les Monts helvétiques".

52) La Suisse et non pas le Suisse ! Ce vers trop cité est le plus souvent déformé. Voir l'interprétation de Jeanlouis Cornuz: "Le mythe de la Suisse chez Rousseau et chez Victor Hugo", in Etudes de Lettres, 10 (1967), p. 196-205.

53) François Walter: "L'image de la campagne romaine. Construction et destin d'un topos", in UKPIK. Cahiers de l'Institut de géographie de Fribourg, No 2, 1984, p. 51-70.

- 54) Sur ce thème, U. Christoffel: La montagne dans la peinture. Zollikon 1963. Mais aussi: Les Alpes à travers la gravure du XIXe siècle. Paris 1982.
- 55) H.C. von Tavel dans l'introduction au catalogue d'exposition: Schweiz im Bild - Bild der Schweiz ? Landschaften von 1800 bis heute. Zürich 1974.
- 56) Sur ces procédés, voir les documents utilisés par P.C. Benner et D. Schmid: Op. cit., p. 36-61.
- 57) Lire les contributions de K. Steffen: "Ursprünge Schweizerischer Landschaftsdarstellung bei den Kleinmeistern (ca. 1750-1850)" et de M. Motta: "Die Schweizerische Landschaftsmalerei im 19. Jahrhundert", in Schweiz im Bild...
- 58) Cité par Cl. Lacoste-Veysseyre: Op. cit.
- 59) Wünsche und Träume eines vaterländischen Helvetiers. Basel 1800, p. 21-22.
- 60) D. Raoul-Rochette: Lettres sur quelques cantons de la Suisse écrites en 1819. Paris 1820. Allusion à Julie, héroïne de La Nouvelle Héloïse de J.-J. Rousseau et à Claudine, célèbre par la nouvelle de Florian.
- 61) Sur Töpffer, lire J.-L. Piveteau: "Les voyages en zig-zag, de R. Töpffer, et la perception du paysage dans la première moitié du XIXe siècle", in Bulletin de la Société neuchâteloise de Géographie, No 27, 1983.
- 62) E. Ermatinger: Dichtung und Geistesleben der deutschen Schweiz. München 1933 (au livre V, les chapitres 3 et 4).
- 63) Suisse alpine définie selon le statisticien du XIXe siècle S. Franscini. Soit les cantons d'Uri, Schwyz, Unterwald, Zug, Glaris, Valais, Grisons et l'Oberland bernois.
- 64) Concernant la crise économique des régions de montagne, consulter François Walter: Les campagnes fribourgeoises à l'âge des révolutions (1798-1856). Fribourg 1983.
- 65) J. Strickler: Op. cit., T. V, p. 905.
- 66) Protocole des Délibérations... rédigé par le Secrétaire de la Commission Schiess.
- 67) L.-L. Piveteau: Op. cit. Cette idée est un leitmotiv chez Töpffer. Voir aussi ses Nouvelles genevoises. Paris 1855.
- 68) B. Veyrassat: L'industrialisation dans le secteur cotonnier en Suisse (1760-1830/40). Lausanne 1982.
- 69) Lettres sur la Suisse écrites en 1820. Paris 1822, p. 397. Il écrit aussi (p. 396): "Comment envisager sans douleur des manufactures établies sur les plus verdoyantes cimes des Alpes, et les vainqueurs de Naefels transformés en marchands de toile ?".

- 70) S. Franscini: La Suisse géographique, industrielle et agricole. Berne 1855, p. 512.
- 71) P. Guichonnet: "Le développement démographique et économique des régions alpines", in Le Alpi e l'Europa. 2. Uomini e territorio. Bari 1975.
- 72) Jean-Luc Piveteau: "La perception des disparités économiques régionales en Suisse, depuis la fin du XVIII^e siècle", in L'Espace Géographique, No 3, 1974, p. 219-228.
- 73) E. Gruner: "100 Jahre Wirtschaftspolitik. Etappen des Interventionismus in der Schweiz", in Revue suisse d'économie politique et de statistique, 100 (1964), p. 35-70.
- 74) P. Guichonnet: "Les problèmes de la défense du sol et du milieu dans les Alpes", in Le Alpi e l'Europa. 2. Uomini e territorio. Bari 1975.
- 75) J.P. Bozonnet: Op.cit.
- 76) On remarquera l'utilisation de l'expression "plan d'aménagement" dans un sens très éloigné de celui auquel nous sommes accoutumés aujourd'hui. Sur la loi forestière, consulter aux Archives fédérales, Berne (AFB), le fonds E 16, carton 3.
- 77) Pour les aspects techniques, A. de Salis: De l'aménagement des eaux en Suisse. Organisation, travaux exécutés et systèmes de construction. Berne 1884.
- 78) R. Schatzmann: Schweizerische Alpwirtschaft. Erstes Heft. Aarau 1859, p. 12.
- 79) A. von Planta: Die Alpwirtschaft und der Hochgebirgsförster. Aarau 1888. L'auteur parle de "Raubsystem", de système prédateur à propos de l'économie alpestre. Ses propos correspondent assez bien au courant scientifique dont E. Friedrich fut le théoricien en Allemagne. Voir J. Raumolin: "L'homme et la destruction des ressources naturelles; la Raubwirtschaft au tournant du siècle", in Annales E.S.C., 39 (1984), p. 798-819.
- 80) Explications empruntées à A.-L. Head-König: "L'évolution des alpages et de l'élevage dans les Alpes de la Suisse centrale et orientale", in Actes du Colloque international. Elevage et vie pastorale...Clermont-juin 1982. Clermont-Ferrand 1984, p. 95-103.
- 81) Nous empruntons ces qualificatifs à l'ouvrage collectif: La Montagne, espace délaissé, espace convoité. Grenoble 1979.
- 82) Comptages concernant les communes intégralement en zone de montagne (ce qui explique les différences avec le chiffre avancé précédemment pour 1850) d'après W. Ryser et A. Imboden: Le mouvement de la population des régions de montagne en Suisse au cours des cent dernières années. Brougg 1953.
- 83) A. Kraemer: Vergleichende Darstellung der Massregeln und Einrichtungen zur Förderung der Landwirtschaft...Zürich 1882.

- 84) Message du Conseil fédéral à l'Assemblée fédérale au sujet de la revision de l'arrêté fédéral du 27 juin 1884 , du 28 novembre 1892.
- 85) Franscini adopte cette classification régionale sommaire.
- 86) Ce paragraphe repose sur le dossier "Landwirtschaftliche Gesetzgebung des Bundes", aux AFB, E 7220 (A) 1, carton 3.
- 87) G. Veyret-Vernier: "Aménager les Alpes: Mythes et Réalités", in Revue de Géographie alpine, 59 (1971), No 1. Et aussi P. Guichonnet: "Le développement démographique...".
- 88) P. Guichonnet, E. Lichtenberger, B. Prost-Vandenbroucke: "L'évolution contemporaine", in Histoire et Civilisations des Alpes. T. 2, p. 249-323.
- 89) Sur ce thème l'évocation sublime de P.C. Bener et D. Schmid: Op. cit.
- 90) G. Arlettaz: "Les transformations économiques et le développement du Valais, 1850-1914", in Développement et mutations du Valais. Sion 1976, p. 9-62.
- 91) J.-M. Ziegler: Die Gewerbsthätigkeit und die Eisenbahnen der Schweiz aus dem vaterländischen Standpunkte. Winterthur 1858.
- 92) J. Schild: "Bericht über die Aufgabe des Schweiz. Alpwirtschaftl. Vereins und dessen bisherige Arbeiten", in R. Schatzmann: Schweizerische Alpenwirtschaft. Sechstes Heft. Aarau 1865.
- 93) J.-F. Bergier: "Guillaume Telle, Légende et réalité dans les Alpes au Moyen Age", in Académie des Inscriptions & Belles-Lettres. Comptes rendus des séances de l'année 1984. Paris 1984, p. 320-334.
- 94) A. von Planta: Op. cit.
- 95) Jules Michelet: La Montagne. Paris 1868.
- 96) E. Rambert: Etudes historiques et nationales. Lausanne 1889. Eugène Rambert (1830-1886) est un poète et critique littéraire. Il fut professeur à l'Académie de Lausanne et à l'EPF de Zurich.
- 97) Sur ce thème, J.P. Bozonnet: Op. cit.
- 98) Voir Erinnerung an die schweizerische Landesausstellung in Zürich 1883. S.l.n.d.
- 99) Le Village suisse à l'Exposition nationale suisse. Genève 1896. Et aussi Rapport préliminaire présenté au Comité Central sur la construction d'un Village suisse dans l'enceinte de l'Exposition (Genève 1894).
- 100) Lire à ce propos les nombreux témoignages recueillis par B. Crettaz et J. Michaelis-Germanier: Une Suisse miniature ou les grandeurs de la petitesse. Genève 1984.

101) Ibid., p. 182-183.

102) Gazette de Lausanne des 23 et 24 juillet 1900. On insiste sur les 25 % de sol improductif et moins sur le fait que 60 % du territoire est occupé par les Alpes !

103) B. Junker: "Die Bundesfeier als Ausdruck nationale Empfindens in der Schweiz um 1900", in Geschichte und politische Wissenschaft. Festschrift für Erich Gruner zum 60. Geburtstag. Bern 1975, p. 19-32.

104) A. Berchtold: La Suisse romande au cap du XXe siècle. Portrait littéraire et moral. Lausanne 1966, p. 219. Cette esthétique se modifiera dans l'entre-deux-guerres où apparaît une nouvelle image de la Suisse qui scelle l'alliance de la technique et du paysage alpin. En témoigne notamment l'oeuvre de Max Bill, auteur des pavillons suisses à plusieurs expositions internationales. Consulter J. Gubler: Nationalisme et Internationalisme dans l'architecture moderne de la Suisse. Lausanne 1975.

105) Rappelons que F. Hodler a décoré le pavillon des Beaux-Arts de l'exposition de Genève.

106) Selon Ratzel dans sa Politische Geographie oder die Geographie der Staaten, des Verkehrs und des Krieges, parue en 1897, la Suisse est "der einzige europäische Staat, der mit fast jeder Quadratmeile seines Bodens auf die Alpen und den alpenhaften Jura angewiesen ist" (p. 776, 2ème édition, München et Berlin 1903).

107) Cf. H. Rapold: Strategische Probleme der schweizerischen Landesverteidigung im 19. Jahrhundert. Frauenfeld 1951, p. 143-146.

108) Pour une vue d'ensemble, P. Bugnard: "La défense militaire du cercle alpin jusqu'en 1914", in Unser Alpenkorps. Zug 1983, p. 53-64.

109) G. Fatio: Ouvrons les yeux! Voyage esthétique à travers la Suisse. Genève 1904.

110) E. Bovet: Malfaiteurs inconscients. Genève 1908. Professeur à l'Université de Zurich, Bovet est vice-président du Heimatschutz. La dégradation des centres-villes préoccupent spécialement les théoriciens du mouvement.

111) Ibid.

112) Voir le dossier aux AFB, E 16, carton 41.

113) Les citations sont d'A. Picot: "La NSH à sa fondation", in Bulletin de la Nouvelle Société helvétique, Heft 5, Sept./Okt. 1934.

114) P. Sansot: "Identité et paysage", in Annales de la recherche urbaine, No 18-19, juin 1983.